



Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit
Fondation pour la collaboration confédérale
Fondazione per la collaborazione confederale
Fundaziun per la collavuraziun federala

Annexe IV

Documentation relative à l'évolution du fédéralisme 2014

Tableau I Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2014	2
Tableau II Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2014	4
Tableau III Ordonnances du Conseil fédéral politiquement importantes pour les cantons entrées en vigueur en 2014	7
Tableau IV Evolution du fédéralisme en 2014 du point de vue des cantons : synthèse	8
Tableau V Projets et textes des cantons en 2014	16
Tableau VI Projets de la Confédération en consultation politiquement importants pour les cantons : évaluation par les secrétariats des conférences	19
Tableau VII Projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les cantons en 2014 : évaluation par les secrétariats des conférences	43
Tableau VIII Liste des interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2014	121

Tableau I

Procédures de consultation de la Confédération politiquement importantes pour les cantons, achevée en 2014

<i>Délai</i>	<i>Département / Projet</i>
	DFI
25.07.2014 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) et l'ordonnance sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (OPAS)
16.07.2014 (Audition)	Ordonnance sur la correction des primes
18.07.2014	Loi fédérale sur la protection contre les dangers liés au rayonnement non ionisant et au son (LRNIS)
03.02.2014 (Audition)	Ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie
02.04.2014	Ratification et mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique (Convention Médicrime)
11.08.2014 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance concernant les diplômes, la formation universitaire, la formation postgrade et l'exercice des professions médicales universitaires (Ordonnance sur les professions médicales, OPMéd)
04.08.2014 (Audition)	Modification de l'ordonnance du 12 avril 1995 sur la compensation des risques dans l'assurance-maladie (OCOR)
13.01.2014 (Audition)	Modification de l'ordonnance concernant le registre des professions médicales universitaires (ordonnance concernant le registre LPMéd)
12.09.2014	Loi fédérale sur les produits du tabac
10.10.2014 (Audition)	Ordonnances de la nouvelle loi sur les épidémies du 28. septembre 2012 (LEp)
10.10.2014	Révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie relative au pilotage du domaine ambulatoire
18.12.2014	Loi fédérale sur le centre pour la qualité dans l'assurance obligatoire des soins
19.09.2014	Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2016 à 2019 (Message culture)
25.08.2014	Ordonnance concernant la diffusion de la formation suisse à l'étranger (Ordonnance sur les écoles suisses à l'étranger)
21.05.2014	Modification de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC); loyers maximaux à prendre en compte
31.03.2014	Réforme de la prévoyance vieillesse 2020
18.04.2014	Loi sur les professions de la santé, LPSan
	DFJP
20.08.2014	Loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr)
03.07.2014	Arrangement entre l'Union européenne et la Confédération suisse sur les modalités de sa participation au bureau européen d'appui en matière d'asile (European Asyl Support Office, EASO)
22.10.2014	Modification de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr) et de l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes (OLCP)
20.02.2014	Reprise et mise en œuvre du règlement (UE) n° 1051/2013 modifiant le code frontières Schengen afin d'établir des règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures (développement de l'acquis de Schengen) et autres modifications apportées au droit de l'asile et au droit des étrangers
31.03.2014	Modification du code civil (CC; Droit de l'adoption)
31.03.2014	Révision du code civil (CC; protection de l'enfant)
	DDPS
31.03.2014	Modification loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (LSIS)
	DDF
30.06.2014	Rapport sur l'évaluation de l'efficacité 2012-2015 de la péréquation financière entre la Confédération et les

Délai	Département / Projet
	cantons
27.03.2014	Loi fédérale sur la révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative
26.09.2014	Révision partielle de la loi sur la TVA (mise en œuvre de la motion 13.3362 de la CER-N)
31.03.2014	Loi fédérale sur l'infrastructure des marchés financiers (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF)
17.10.2014	Loi fédérale sur les services financiers (LSFin) et Loi fédérale sur les établissements financiers (LEFin)
	DETEC
16.05.2014	Révision totale de l'ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (OIFP)
07.11.2014 (Audition)	Directive concernant les Projets d'agglomération de 3 ^e génération
10.10.2014 (Audition)	Ordonnance sur les adaptations d'ordonnances dans le domaine de l'environnement liées en particulier au développement des conventions-programmes pour la période allant de 2016 à 2019
20.06.2014	Projet de création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), de comblement du déficit prévisible et de mise en place du programme de développement stratégique des routes nationales (PRODES)
30.11.2014 (Audition)	Révision totale de l'ordonnance sur le traitement des déchets (OTD)
17.01.2014 (Audition)	Ouverture de l'audition concernant l'adaptation de l'ordonnance sur l'énergie (OEne): prescriptions concernant les appareils
24.01.2014	Ordonnance du DETEC concernant le calcul des coûts imputables des mesures d'exploitation visant à assainir des centrales hydroélectriques
09.07.2014 (Audition)	Révision de l'ordonnance sur l'énergie : étribution à prix coûtant du courant injecté, gestion de la liste d'attente, marquage du courant et promotion
14.11.2014 (Audition)	Mise en œuvre de la motion 12.3979 «Des facilités pour les engins d'aide à la mobilité électrique»
05.09.2014	Révision du Plan Loup et du Plan Lynx Suisse
09.10.2014 (Audition)	Révision de l'ordonnance du 26 août 1998 sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)
	DEFR
28.11.2014 (Audition)	Ordonnance sur le bureau de notification pour les médicaments vitaux à usage humain
30.04.2014 (Audition)	Modification de l'Ordonnance 5 relative à la loi sur le travail (OLT 5)
04.07.2014 (Audition)	Ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) et ordonnances du DEFR relatives à la LEHE
01.03.2014 (Audition)	Ordonnances départementales concernant la LEHE
18.04.2014 (Audition)	Révision partielle de l'ordonnance du DEFR sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée
16.10.2014	Ordonnance sur l'encouragement du secteur de l'hébergement
30.09.2014	Modification du droit du bail dans le code des obligations
19.12.2014	Loi fédérale sur l'optimisation des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
30.06.2014	Révision de l'Ordonnance sur les travailleurs détachés en Suisse (Odét) et de l'Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA)
30.05.2014	Loi fédérale sur les heures d'ouverture des magasins (LOMag). Mise en œuvre de la motion Lombardi (12.3637): Force du franc. Harmonisation partielle des heures d'ouverture des magasins
04.07.2014 (Audition)	Train d'ordonnances agricoles d'automne 2014
	ComParl
31.10.2014	lv.pa. 10.431 «Coma éthylique. Aux personnes en cause de payer les frais des séjours hospitaliers et en cellule de dégrisement!»
28.02.2014	10.450 lv.pa. Réprimer durement la vente de données bancaires
17.02.2014	13.467 n lv.pa. Energie d'ajustement. Obligation de prendre en charge les coûts pour un approvisionnement sûr en électricité
31.03.2014	11.449 lv.pa. Publication des mesures de protection des adultes

Tableau II

Projets d'actes législatifs de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2014

<i>Nr.</i>	<i>Titre</i>
	<i>Projets du Conseil fédéral</i>
14.076	Al-Qaïda et "Etat islamique". Interdiction des groupes ainsi que de leurs organisations apparentées
14.075	Sécurité sociale. Convention avec le Brésil
14.074	Loi sur l'enregistrement des maladies oncologiques
14.073	LP. Représentation professionnelle des intéressés à la procédure d'exécution forcée
14.069	Développement de l'armée. Modification des bases légales
14.068	Participation de la Suisse à l'infrastructure de recherche "Source européenne de spallation ESS". Crédit 2013 à 2016. Modification
14.067	Loi sur l'approvisionnement du pays. Révision totale
14.066	Péréquation des ressources et des charges entre la Confédération et les cantons 2016-2019
14.065	Système de traitement de données relatif à la surveillance des télécommunications. Systèmes d'information de police de la Confédération. Evolution et exploitation
14.064	Lutte contre la criminalité. Accord avec le Kosovo
14.063	Loi sur l'asile. Restructuration du domaine de l'asile
14.061	Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF)
14.060	Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE
14.059	Loi sur le service civil. Modification
14.058	Pour un revenu de base inconditionnel. Initiative populaire
14.055	Engagements conditionnels pour l'encouragement de l'offre de logements 2015-2021. Crédit-cadre
14.054	Assurance tremblement de terre obligatoire. Classement de la motion no 11.3511
14.053	Loi sur le casier judiciaire (VOSTRA)
14.051	Exonération des personnes morales poursuivant des buts idéaux. Loi
14.050	Réduction des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie
14.049	Système européen de surveillance des frontières (EUROSUR). Reprise du règlement
14.046	Loi sur les forêts. Modification
14.044	Sécurité sociale. Convention avec la Corée
14.040	Loi sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE). Modification
14.039	Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi
14.038	En faveur du service public. Initiative populaire
14.036	CP. Dispositions pénales incriminant la corruption
14.035	CP. Dispositions pénales incriminant la corruption
14.034	CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier
14.033	Protocole de Kyoto. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Amendement de Doha
14.032	Développement de l'acquis de Schengen. Réintroduction du contrôle aux frontières intérieures et modifications du droit d'asile et du droit des étrangers
14.031	Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'un mécanisme d'évaluation destiné à vérifier l'application de l'acquis de Schengen
14.029	Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac. Reprise de la modification des bases légales
14.028	Trafic d'agglomération. Libération des crédits à partir de 2015
14.026	Pour un approvisionnement en électricité sûr et économique (Initiative efficacité électrique). Initiative populaire
14.025	Loi sur l'asile. Prorogation des modifications urgentes

Nr.	Titre
14.023	Résidences secondaires. Loi
14.022	Loi sur le renseignement
14.019	Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources (économie verte). Initiative populaire et contre-projet indirect
14.017	Sécurité sociale. Convention avec l'Uruguay
14.015	Loi sur la signature électronique, SCSE. Révision totale
13.110	Masters postgrades des HES. Maintien de la reconnaissance et de la protection des titres (11.3921, Mo. Bischofberger). Classement. Protection des titres délivrés par les filières formelles, y compris des masters postgrades des HES (12.3019, Po. CSEC-CN)
13.109	Amélioration de l'échange d'informations entre les autorités au sujet des armes. Loi
13.108	Programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos. Approbation et mise en oeuvre de l'accord de coopération
13.107	Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS (Réforme de la fiscalité successorale). Initiative populaire
13.105	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Approbation
13.104	Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy
13.103	Loi sur les droits politiques. Modification
13.101	Code civil. Entretien de l'enfant
13.093	Sauvez l'or de la Suisse (Initiative sur l'or). Initiative populaire
13.090	Protection des biens culturels en cas de conflit armé. Loi. Révision totale
13.088	Loi sur la consultation. Modification
13.087	Loi sur la remise de l'impôt
13.086	Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles. Initiative populaire
13.084	Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt. Initiative populaire
13.083	Loi sur l'assistance administrative fiscale. Modification
13.079	Pour une caisse publique d'assurance-maladie. Initiative populaire
13.074	Stratégie énergétique 2050, premier volet. Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative Sortir du nucléaire). Initiative populaire
13.073	Double imposition. Convention avec la France
13.071	Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine
13.070	Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Approbation
13.068	Loi sur le transport de voyageurs (transport de supporters). Modification
13.064	Loi sur le renseignement civil. Modification
13.060	Loi sur les professions médicales (LPMéd). Modification
13.059	Loi sur la protection des eaux. Modification
13.058	Initiative populaire sur les bourses d'études et révision totale de la loi sur les contributions à la formation
13.057	Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux). Initiative populaire
13.056	CP et CPM. Renvoi des étrangers criminels
13.055	Réforme fiscale écologique. Rapport du Conseil fédéral sur le classement de la motion 06.3190
13.052	Transmission de la formation suisse à l'étranger. Loi
13.051	Diagnostic préimplantatoire. Modification de la Constitution et de la loi sur la procréation médicalement assistée
13.050	Loi sur le dossier électronique du patient
13.048	Loi sur la radio et la télévision. Modification
13.044	Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'Union européenne
13.038	Loi fédérale sur la formation continue
13.036	Service universel. Disposition constitutionnelle
13.031	Loi sur les étrangers. Modification. Violation du devoir de diligence et de l'obligation de communiquer par les entreprises de transport aérien; systèmes d'information
13.030	Loi sur les étrangers. Modification. Intégration
13.026	Loi sur la protection de la population et sur la protection civile. Modification
13.025	Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification
13.018	Sécurité intérieure. Clarification des compétences. Rapport du Conseil fédéral
13.013	Coopération policière transfrontalière. Convention avec l'Autriche et le Liechtenstein
12.101	Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi

Nr.	Titre
12.098	Contre l'immigration de masse. Initiative populaire
12.080	Loi sur les produits thérapeutiques. Révision
12.076	Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants. Initiative populaire. Modification du CP, CPM et du DPMIn
12.069	Compétence de conclure des traités internationaux. Application provisoire et traités de portée mineure
12.046	CP et CPM. Réforme du droit des sanctions
12.036	LIFD et LHID. Adaptation aux dispositions générales du code pénal
12.028	Loi sur les cartels. Modification
12.020	Loi sur l'alcool. Révision totale
11.062	Oui à la médecine de famille. Initiative populaire
11.034	Loi sur les denrées alimentaires. Révision
11.022	Loi sur la nationalité. Révision totale
10.052	Loi sur l'asile. Modification
	Projets du Parlement
13.451	iv.pa. Poursuivre et développer les aides financières aux structures d'accueil extrafamilial
11.473	lv.pa. Compensation des risques
11.466	iv.pa. Délai d'assainissement des sites pollués
11.446	lv.pa. Pour une loi sur les Suisses de l'étranger
11.431	iv.pa. Réhabilitation des personnes placées par décision administrative
10.467	iv.pa. Prévention de l'endettement par l'interdiction de la publicité en faveur des petits crédits
09.430	iv.pa. Loi sur l'aide aux victimes. Octroi à la victime de droits importants en matière d'information
07.402	iv.pa. Loi fédérale sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. Base constitutionnelle
03.465	lv.pa. Service public. Desserte de base dans la Constitution
03.445	iv.pa. Marchés publics. La formation d'apprentis constituerait un critère de sélection

Tableau III

Ordonnances du Conseil fédéral politiquement importantes pour les cantons entrées en vigueur en 2014

<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Projet</i>
01.01.2014	Ordonnance sur l'imposition des huiles minérales, révision du 23 octobre 2013 (RS 641.611)
01.01.2014	Ordonnance sur l'énergie, révision du 23 octobre 2013 (RS 730.01)
01.01.2014	Ordonnance sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (OCCEA ; RS 910.15)
01.01.2014	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges du 30 octobre 2013 (OPFCC ; RS 613.21)
01.01.2014	Ordonnance régissant la taxe sur la valeur ajoutée. Révision du 30 octobre 2013 (OTVA ; RS 641.201)
01.01.2014 (en partie)	Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative, révision du 29 novembre 2013 (OASARS 142.201)
15.01.2014	Ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux, révision du 18 décembre 2013 (Ordonnance sur les relevés statistiques ; 431.012.1)
01.01.2014	Ordonnance sur l'intégration des étrangers, révision du 13 décembre 2013 (OIE ; 142.205)
01.02.2014	Ordonnance sur la réalisation de phases de test relatives aux mesures d'accélération dans le domaine de l'asile (Ordonnance sur les phases de test, OTest ; RS 142.318.1), révision du 13 décembre 2013
01.02.2014	Ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure (RS 142.311) et Ordonnance 2 sur l'asile relatif au financement (RS 142.312), révisions du 13 décembre 2013
01.02.2014 (rétroactivement)	Ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers, révision du 26 mars 2014 (OERE ; RS 142.281)
01.03.2014	Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population du 22 janvier 2014 (Ordonnance sur les comprimés d'iode ; 814.52)
15.03.2014	Ordonnance sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions, révision du 12 février 2014 (RS 514.541)
01.04.2014	Ordonnance sur l'énergie, révision du 26 juin 2013 (RS 730.01)
01.05.2014	Ordonnance sur l'aménagement du territoire, révision partielle du 2 avril 2014 (RS 700.1)
01.10.2014	Ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque (Ordonnance sur les activités à risque ; RS 935.911), révision du 13 août 2014
01.10.2014	Ordonnance sur l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie, révision du 20 juin 2014 (RS 832.102.5)
01.10.2014	Ordonnance sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (Ordonnance sur les langues, OLang ; RS 441.11), révision du 27 août 2014
01.12.2014 (en partie)	Ordonnance sur la réduction des émissions de CO2 (Ordonnance sur le CO2 ; RS 641.711), révision du 8 octobre 2014
14.11.2014	Ordonnance sur les résidences secondaires du 15 octobre 2014 (RS 702)

Tableau IV

Evolution du fédéralisme en 2014 du point de vue des cantons : synthèse

1. Projets de la Confédération

Les cantons ont reçu trois listes d'affaires traitées au niveau de la Confédération considérées comme importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme :

- I. Liste des procédures de consultations achevées durant l'année 2013 (*Tableau I*)
- II. Liste des nouveaux projets d'actes législatifs proposés au cours de l'année 2013 par le Conseil fédéral et les commissions parlementaires (*Tableau II*)
- III. Liste des ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur en 2013 (*Tableau III*)

Ils ont été priés, pour les rubriques 1.1, 1.2 et 1.3, de choisir dans la liste correspondante chaque fois les cinq affaires qui ont eu le plus d'incidences pour eux, puis d'évaluer ces projets selon les principes de la subsidiarité¹ et de l'équivalence fiscale², de l'autonomie cantonale³ et de la charge de travail pour leur canton pour la mise en oeuvre du droit fédéral.

Pour chacune de ces rubriques, les cantons pouvaient ajouter chaque fois deux affaires importantes pour eux sous l'angle du fédéralisme qui n'auraient pas figuré dans la liste correspondante (projets no 6 et 7).

Dans le présent résumé figurent dans l'ordre décroissant chaque fois les 10 affaires citées le plus fréquemment par les cantons.

¹ **Principe de subsidiarité** : selon ce principe, les tâches publiques doivent être exécutées au niveau qui permet de les remplir au mieux. Ceci implique, pour les cantons, que la Confédération ne doit pas s'attribuer des tâches si les cantons disposent des compétences nécessaires pour les accomplir eux-mêmes et s'il n'existe pas une raison impérieuse d'unifier ces tâches (art. 5a et 43a Cst).

² **Equivalence fiscale** : selon ce principe, le cercle des bénéficiaire d'une prestation se recoupe avec celui qui en assume les coûts et qui prend les décisions y afférentes. Selon l'article 43a al. 2 et 3 Cst, cela signifie que la collectivité qui bénéficie d'une prestation en assure le financement et décide de la prestation..

³ **Autonomie** : selon l'article 47 Cst, la Confédération doit respecter l'autonomie des cantons, en leur laissant suffisamment de tâches propres, en respectant leur autonomie organisationnelle et en leur laissant des sources de financement suffisantes.

1.1. Projets les plus importants mis en consultation par la Confédération (selon liste I.)	
No du projet	Dénomination
No 1	Projet de création d'un fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA), de comblement du déficit prévisible et de mise en place du programme de développement stratégique des routes nationales (PRODES)
No 2	Message concernant l'encouragement de la culture pour la période 2016 à 2019 (Message culture)
No 3	Révision partielle de la loi fédérale sur l'assurance-maladie relative au pilotage du domaine ambulatoire
No 4	Réforme de la prévoyance vieillesse 2020
No 5	Modification de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr) et de l'ordonnance sur l'introduction de la libre circulation des personnes (OLCP)
No 6	Loi sur les professions de la santé, LPSan
No 7	Loi fédérale sur la révision de l'imposition à la source du revenu de l'activité lucrative (révision des LIFD et LHID)
No 8	Ordonnance sur la correction des primes
No 9	Ordonnances de la nouvelle loi sur les épidémies du 28. septembre 2012 (LEp)
No 10	Ordonnance sur les adaptations d'ordonnances dans le domaine de l'environnement liées en particulier au développement des conventions-programmes pour la période allant de 2016 à 2019

Evaluation:														
Numéro du projet:	<u>Subsidiarité:</u> Atteinte à des compétences cantonales		<u>Respect de l'équivalence fiscale:</u>		<u>Autonomie:</u> Marge de manœuvre du canton				<u>Mise en œuvre:</u> Charge de travail pour le canton				<u>Remarques</u>	
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune		
No 1 26 cantons	4 (2 vide)	20	17	9	4 (3 vide)	10	9			5 (4 vide)	9	7	1	
No 2 19 cantons	7 (2 vide)	10	13 (3 vide)	3	(2 vide)	11	6			1 (2 vide)	6	9	1	
No 3 15 cantons	10	5	6 (3 vide)	6	4 (2 vide)		9	1		8 (1 vide)	5	1		Autonomie : GE, 2 croix (1 fois renforcée et une fois réduite)
No 4 15 cantons	3 (2 vide)	10	7 (2 vide)	6	(3 vide)	9	3			3 (4 vide)	6	1	1	
No 5 12 cantons	7	5	6	6	(1 vide)	6	6			7	4	1		Autonomie : ZH, 2 croix (1 fois inchangée, 1 fois réduite)
No 6 10 cantons	5	5	4 (1 vide)	5	1 (1 vide)	3	4	1		2	4	3	1	
No 7 10 cantons	3	7	8	2	1	2	6	1		5	4	1		
No 8 8 cantons	2	6	4 (1 vide)	3		6	1	1		1		4	3	
No 9 6 cantons	5 (1 vide)		1 (1 vide)	4		1	6			3	2	1		Autonomie : ZH, 2 croix (1 fois inchangée, 1 fois réduite)
No 10 6 cantons	5	1	3 (1 vide)	2		1	5			3	3			

1.2. Projets d'actes législatifs les plus importants du Conseil fédéral et du Parlement (selon liste II)	
No du projet	Dénomination
No 1	Péréquation des ressources et des charges entre la Confédération et les cantons 2016-2019 (14.066)
No 2	Loi sur l'asile. Restructuration du domaine de l'asile (14.063)
No 3	Résidences secondaires. Loi (14.023)
No 4	Trafic d'agglomération. Libération des crédits à partir de 2015 (14.028)
No 5	Loi sur les forêts. Modification (14.046)
No 6	Loi sur l'asile. Prorogation des modifications urgentes (14.025)
No 7	Service public. Desserte de base dans la Constitution (03.465)
No 8	CP. Dispositions pénales incriminant la corruption (14.035)
No 9	CC. Enregistrement de l'état civil et registre foncier (14.034)
No 10	Compensation des risques (11.473)

Evaluation:													
Numéro du projet:	<u>Subsidiarité:</u> Atteinte à des compétences cantonales		<u>Respect de l'équivalence fiscale:</u>		<u>Autonomie:</u> Marge de manœuvre du canton				<u>Mise en œuvre:</u> Charge de travail pour le canton				<u>Remarques</u>
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune	
No 1 22 cantons	7	15	12 (3 vide)	7	(2 vide)	11	8	1	5 (2 vide)	2	10	3	
No 2 21 cantons	11 (1 vide)	9	12 (2 vide)	7	2 (2 vide)	7	10		10 (1 vide)	8	2		
No 3 20 cantons	19	1	7	13	(1 vide)		16	3	8	8	4		
No 4 13 cantons	3	10	9	4	4 (1 vide)	5	3		8 (1 vide)	2	2		
No 5 9 cantons	4	5	5 (1 vide)	3	3	3	3		(1 vide)	5	3		
No 6 8 cantons	5	3	4 (1 vide)	3	1	1	6		1 (1 vide)	3	1	2	
No 7 6 cantons	4 (1 vide)	1	(2 vide)	4	(2 vide)	1	3		2 (2 vide)	2			
No 8 5 cantons	(1 vide)	4	5			5			1		3	1	
No 9 5 cantons	2	3	1	4		2	3		1	2	2		
No 10 5 cantons	1	4	1	4		4	1				2	3	

1.3. Ordonnances fédérales importantes pour le canton entrées en vigueur au cours de l'exercice analysé dans le rapport (selon liste III)	
No du projet	Dénomination
No 1	Ordonnance sur l'aménagement du territoire, du 28 juin 2000 (RS 700.1)
No 2	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges du 7 novembre 2007 (OPFCC ; RS 613.21)
No 3	Ordonnance sur l'intégration des étrangers, du 24 octobre 2007 (OIE ; 142.205).
No 4	Ordonnance 1 sur l'asile relative à la procédure (Ordonnance 1 sur l'asile, OA 1 ; 142.311) et Ordonnance 2 sur l'asile relative au financement, du 11 août 1999 (Ordonnance 2 sur l'asile, OA 2 ; 142.312)
No 5	Ordonnance sur les résidences secondaires du 15 octobre 2014 (RS 702)
No 6	Ordonnance sur l'exécution du renvoi et de l'expulsion d'étrangers, du 11 août 1999 (OERE ; RS 142.281)
No 7	Ordonnance sur la distribution de comprimés d'iode à la population du 22 janvier 2014 (Ordonnance sur les comprimés d'iode ; RS 814.52)
No 8	Ordonnance sur l'énergie, du 7 décembre 1998 (RS 730.01)
No 9	Ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque du 30 novembre 2012 (Ordonnance sur les activités à risque ; RS 935.911)
No 10	Ordonnance sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles, du 23 octobre 2013 (OCCEA ; RS 910.15)

Evaluation:													
Numéro du projet:	Subsidiarité: Atteinte à des compétences cantonales		Respect de l'équivalence fiscale:		Autonomie: Marge de manœuvre du canton				Mise en œuvre: Charge de travail pour le canton				Remarques
	Oui	Non	Oui	Non	Renforcée	Inchangée	Réduite	Supprimée	Elevée	Moyenne	Faible	Aucune	
No 1 24 cantons	21	3	10 (3 vide)	11	(1 vide)	2	20	1	17 (2 vide)	3	2		
No 2 17 cantons	5 (1 vide)	11	7 (4 vide)	6	1	11	4	1	4 (1 vide)	2	7	3	
No 3 12 cantons	3	9	11 (1 vide)		5	3	4		5 (1 vide)	5	1		
No 4 12 cantons	2	10	5 (2 vide)	5	1	6	5		4	5	4		Mise en œuvre : FR, 2 croix (1 fois élevée, 1 fois moyenne)
No 5 11 cantons	10	1	5	6			11		3	4	4		
No 6 5 cantons	1	4	3 (1 vide)	1	1	2	2		2	2		1	
No 7 5 cantons	3	2	2 (2 vide)	1		4	1			1	4		
No 8 5 cantons	1	4	1	4		3	1	1			3	2	
No 9 5 cantons	3	2	3	2	(1 vide)	4			1	2	1	1	
No 10 4 cantons	2	2	2	2		2	2		2	2			

3. Appréciation globale de l'évolution du fédéralisme									
3.1. De manière générale, quel est selon vous, sur cette échelle, le degré de respect des principes du fédéralisme par la Confédération au cours de l'exercice analysé dans ce questionnaire?									
Très bas 1	2	3	4	5	6	7	8	9	Très élevé 10
			2 cantons	9 cantons	8 cantons	7 cantons			

3.2. Par rapport à l'année précédente, dans quelle mesure ce degré de respect des principes du fédéralisme a-t-il évolué?				
Fortement péjoré	Plutôt péjoré	Inchangé	Plutôt amélioré	Fortement amélioré
	5 cantons	20 cantons	1 canton	

Tableau V

Projets et textes des cantons en 2014

Gesundheitswesen / Santé / Sanità	
Projets législatifs liés aux financements des soins (loi sur les établissements et institutions sanitaires ; décret concernant le financement des soins de longue durée)	VS
Änderung des Gesetzes über das Gesundheitswesen (Teil Bewilligungspflichtige Berufe)	GL
Verordnung über die psychologischen Psychotherapeutinnen und Psychotherapeuten	ZH
Vollzugsverordnung zum eidgenössischen. Epidemiengesetz	ZH
Hundegesetz Kanton SG	SG
Gesetz über das Gesundheitswesen	TG
Zweite Säule / Deuxième pilier / Secondo pilastro	
Teilrevision des Gesetzes über die Pensionskasse Graubünden	GR
Ausfinanzierung Kantonale Pensionskasse	SO
Vekehr / Transports / Trasporti	
Revision Schifffahrtsverordnung, Amtsblatt des Kantons Zürich, Nr. 48, 28.11.2014	ZH
Gesetz über den öffentl. Verkehr	SG
Sicherheit / Sécurité / Sicurezza	
Loi sur la police (L 11228), soumise au référendum (scrutin du 8 mars 2015)	GE
Gesetz über das Polizeiwesen (Polizeigesetz, PolG) Totalrevision	NW
Formelle Totalrevision des Kantonalen Bevölkerungsschutz- und Zivilschutzgesetzes (KBZG)	BE
Änderung Gesetz über die Luzerner Polizei betreffend Kostenersatz für Polizeieinsätze bei Veranstaltungen	LU
RRV zum Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz	TG
Gesetz über den Zivilschutz	GR
Gesetz über den Bevölkerungsschutz	GR
Legge sull'esercizio della prostituzione (revisione totale)	TI
Änderung der Verordnung über die Schadenwehr	UR
Décisions concernant les dangers naturels (création d'un fond pour le financement du projet de 3e correction du Rhône, projets prioritaires R3)	VS
Ausbildung / Formation / Formazione	
Loi du 15 mai 2014 sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale // Fribourg (LHES-SO // FR)	FR
Cycle 3 de la scolarité obligatoire (modification de la loi sur l'organisation scolaire, ainsi que quelques autres lois)	NE
Volksinitiative zur Teilrevision des Volksschulgesetzes betreffend den Sprachunterricht auf der Primarstufe	NW
Stipendienreform (Teilrevision Bildungsgesetz)	ZH
Vernehmlassung zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die Berufsbildung (Finanzierung vorbereitende Kurse (höhere Berufsbildung) durch Bund)	BE
Lehrplan 21	BE
Änderung des Volksschulgesetzes	SO
Sozialhilfe / Aide sociale / Assistenza sociale	
Loi sur le revenu déterminant unifié (LRDU, J 4 06)	GE
Gesetz über die Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz) Totalrevision	NW
Massnahmen zur Sicherstellung genügender Asylunterkünfte: Revision Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe und die soziale Prävention (Sozialhilfe- und Präventionsgesetz, SPG)	AG

Verwaltung / Administration / Amministrazione	
Schaffung einer Anlaufstelle in Verwaltungsangelegenheiten	LU
Verfahren / Procédure / Procedimento	
Einführung zur Zivilprozessordnung, zur Strafprozessordnung und zur Jugendstrafprozessordnung (EG ZS))	BE
Wirtschaft / Economie / Economia	
Loi sur l'Emploi (introduction d'un salaire minimum cantonal).	NE
Paquet législatif logement » : contre-projet à l'initiative de l'Asloca et révision de la loi sur la préservation du parc locatif	VD
Loi sur le salaire minimum cantonal	JU
PARK innovAARE; Netzwerkstandort des Schweizerischen Innovationsparks beim Paul Scherrer Institut	AG
Änderung des Gesetzes über die Urner Kantonalbank	UR
Änderung der Verordnung über die Urner Kantonalbank	UR
Wirtschafts- und Arbeitsgesetz	SO
Staat / Etat / Stato	
Loi du 19 décembre 2014 modifiant la loi sur la justice et d'autres lois	FR
Änderung der Kantonsverfassung, Gemeindestrukturengesetz	BL
Gesetz über das Meldewesen und die Einwohnerregister (MERG), Antrag des Regierungsrates vom 22.10.2014 (im Kantonsrat hängig: Vorlage 5 135)	ZH
Massnahmen zur Beseitigung der Kapazitätsengpässe bei den Familiengerichten	AG
Änderung des Gesetzes über die Gerichtsorganisation	SO
Politische Rechte / Droits politiques / Diritti politici	
Gesetz über das Stimm- und Wahlrecht und RRV zum Gesetz über das Stimm- und Wahlrecht	TG
Teilrevision des Wahl- und Abstimmungsgesetz	SZ
Loi du 11 septembre 2014 modifiant la législation en matière de droits politiques (groupe de cercles électoraux)	FR
Raumplanung / Aménagement du territoire / Pianificazione del territorio	
Révision LATC en cours (adaptation à la LAT)	VD
Loi portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir	JU
Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Planungs- und Baugesetz, PBG);Totalrevision	NW
Teilrevision des Richtplans des Kantons Nidwalden	NW
Revision des Gesetzes über die Raumplanung und das Baurecht (bGS 721.1)	AR
Totalrevision des kantonalen Planungs- und Baugesetzes	SG
Mehrwertausgleich, Änderung Planungs- und Baugesetz	LU
Grundstückschätzungen	OW
Teilrevision des Planungs- und Baugesetzes (Revision ist noch am Laufen)	ZG
Landwirtschaft / Agriculture / Agricoltura	
Revision Landwirtschaftsgesetz	GL
Revision Landwirtschaftsgesetz	SZ
Änderung der Kantonalen Landwirtschaftsverordnung	UR
Jagd, Fischerei, Umwelt / Chasse, pêche, environnement / Caccia, pesca, ambiente	
Revision Jagd- und Wildschutzgesetz	SZ
Loi du 28 mars 2014 modifiant la loi sur la pêche	FR
Energie / Energie / Energia	
Révision de la loi sur l'énergie	VD
Totalrevision Energiegesetz	BL
Moratoire sur les forages.	NE
Wasser / Eau / Acqua	
Loi sur l'eau	JU
Gesetz über den Wasserbau und den Schutz vor gravitativen Naturgefahren	TG

Totalrevision Wasserrechtsgesetz	SZ
Änderung der Gewässernutzungsverordnung (Verfahren und Entscheid bei Konkurrenzsituationen)	UR
Finanzierung Hochwasserschutz	OW
Kindes- und Erwachsenenschutz / Protection de l'enfant et de l'adulte / Protezione degli adulti e dei minori	
Nachtrag zum Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über das Kindes- und Erwachsenenschutzrecht	SG
Finanzwesen / Finances / Finanze	
Entlastungsprogramm (u.a. Leistungsvereinbarungen)	AR
Finanzausgleichsgesetz (bGS 613.1)	AR
Steuergesetz (bGS 621.11)	AR
Steuergesetzrevision 2016	BE
Vorlage zur Umsetzung der Unternehmenssteuerreform III (USR III)	BE
Leistungsanalyse; Massnahmenpaket	AG
Teilrevision Steuergesetz 2014	SZ
Finanz- und Lastenausgleich der Gemeinden	SO
Anpassung Finanzkompetenz (Änderung Kantonsverfassung)	AI
Neues Finanzhaushaltsgesetz für die Gemeinden	LU
Familie / Famille / Famiglia	
Révision de la LAJE (accueil de jour des enfants) pour sécuriser le financement de l'Etat à la FAJE, par une augmentation de la contribution de l'Etat à la Fondation	VD
Konkordaten / Concordats / Concordati	
Adhésion à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures; décision d'investissement	VS
Adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles ; décision d'investissement	VS
Loi du 10 septembre 2014 portant adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)	FR
Révision du Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives (RSJU 559.2)	JU
Interkantonale Vereinbarung über die kantonalen Beiträge an die Spitäler zur Finanzierung der ärztlichen Weiterbildung und deren Ausgleich unter den Kantonen (Weiterbildungsfinanzierungsvereinbarung; WFV)	ZH
Beitritt zur Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der Baubegriffe (IVHB)	ZH
Nachtrag Baugesetz Beitritt zur IVHB	OW
Beitritt zum erweiterten Konkordat über Massnahmen gegen Gewalt anlässlich von Sportveranstaltungen	BE
Verschiedenes / Divers / Varie	
Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch betreffend das Grundbuchrecht.	LU
Massnahmen zur Sicherstellung ausreichender Haftplatzkapazitäten für Untersuchungshaft und kurze Freiheitsstrafen; Erweiterung des Zentralgefängnisses Lenzburg	AG
Teilrevision des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (Grundbuch)	GR
Sportförderungsgesetz	GR
Gesetz über das Campieren	OW

Tableau VI

Projets de la Confédération en consultation politiquement importants pour les cantons: évaluation par les secrétariats des conférences

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Teilrevision der Verordnung über die Krankenversicherung (KVV) und der Verordnung des EDI über Leistungen in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (KLV)	EDI GDK	Ja, aber die GDK hat sich am Vernehmlassungsverfahren nicht beteiligt.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Verordnung über die Prämienkorrektur	EDI GDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Bundesgesetz über den Schutz vor Gefährdungen durch nichtionisierende Strahlung und Schall (NISSG)	EDI GDK BPUK RK MZF	Bis jetzt ja.	• Ja.	• Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Noch offen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Noch offen.				
Verordnung über die Anpassung von Tarifstrukturen in der Krankenversicherung	EDI GDK	Ja.	• Ja.	• Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Insgesamt positiv, wenn auch im spitalambulanten Bereich mit finanziellen Einbussen verbunden.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Genehmigung und Umsetzung des Übereinkommens des Europarates über die Fälschung von Arzneimitteln und Medizinprodukten und über ähnliche die öffentliche Gesundheit gefährdende Straftaten (Medicine Convention)	EDI GDK KdK KKJPD	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Noch nicht beraten.				
Änderung der VO über Diplome, Ausbildung, Weiterbildung und Berufsausübung in den universitären Medizinalberufen (Medizinalberufsverordnung, MedBV)	EDI GDK KdK EDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung der Verordnung vom 12. April 1995 über den Risikoausgleich in der Krankenversicherung (VORA)	EDI GDK	Ja.	• Ja.	• Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung der VO über das Register der universitären Medizinalberufe	EDI GDK EDK	Ja.	• Ja.	• Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Bundesgesetz über Tabakprodukte	EDI GDK SODK VDK	Ja.	Die GDK ist mit der Kompetenzzuteilung an die Kantone gemäss Art. 27 einverstanden. Diese entspricht der heutigen Verteilung zwischen Bund und Kantonen, die sich bewährt hat. Im Rahmen der kantonalen Tabakpräventionsprogramme werden die neuen Vollzugsaufgaben aufgelistet und dem Anteil zugerechnet, den die Kantone selber finanzieren. Die GDK begrüsst Art. 17, wonach Kantone weitergehende Werbebeschränkungen erlassen können.	Ja. Die GDK begrüsst insbesondere ein national einheitliches Abgabeverbot von Tabakprodukten an Minderjährige. Diese Massnahme bietet einen wirksamen Jugendschutz. Damit die Kantone dieses Abgabeverbot vollziehen können, braucht es eine rechtliche Grundlage für Testkäufe, wie sie in Art. 19 festgehalten ist. Um Umgehungen des Gesetzes zu verhindern, brauchen die Kantone auch wirksame Regelungen im Bereich der Automaten (Art. 18 Abs. 4). Für die GDK sind diese Artikel deshalb unverzichtbarer Bestandteil des Gesetz.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv. Eine spezifische Gesetzgebung für Tabakprodukte auf Bundesebene wird von der GDK begrüsst, weil damit die laufenden Bestrebungen der Kantone im Bereich Tabakprävention und in der Prävention nicht-übertragbarer Krankheiten unterstützt werden.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Noch ausstehend.				
Verordnungen zum neuen Epidemien-gesetz vom 28. September 2012 (EpG)	EDI GDK EDK	Ja.	• Ja.	• Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Teilrevision des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung betreffend Steuerung des ambulanten Bereichs	EDI GDK	Ja, frühzeitiger Einbezug im Rahmen Dialog nationale Gesundheitspolitik.	In den wesentlichen Zügen ja, fraglich im Bereich der tarifari-schen Massnahmen.	Kantone Umsetzungsautonomie ist gewahrt.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Bundesgesetz über das Zentrum für Qualität in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung	EDI GDK FDK	Ja. Die GDK wurde schon im Vorfeld der Vernehmlassung mehrmals informell angehört. Die Anliegen wurden jedoch nicht aufgenommen. Die Vernehmlassungsfrist wurde mit Rücksicht auf die Sommerferien ausgedehnt.	<ul style="list-style-type: none"> • Gemäss aktueller Beurteilung ja. • In der Vorlage gibt es keine Finanzierungspflicht der Kantone. • Die Kompetenzen der Kantone werden nicht direkt tangiert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Noch nicht zu beurteilen.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Noch ausstehend.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Botschaft zur Förderung der Kultur in den Jahren 2016–2019 (Kulturbotschaft)	EDI EDK Kdk	Ja.	• Ja.	• Ja.

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)

Der Nationale Kulturdialog ist von grosser Bedeutung. Auf nationaler Ebene gibt es zahlreiche Aufgaben, die unter Einbezug aller Staatsebenen (Bund, Kantone, Städte/ Gemeinden) diskutiert und koordiniert werden müssen.

- Die Kantone begrüssen es, dass der Bund während der Kreditperiode 2016–2019 mehr finanzielle Mittel für die Kulturförderung vorsieht. Sie gehen vom Grundsatz aus, dass der Bund bundeseigene und -nahe Institutionen finanziert und seine neu lancierten Programme und Massnahmen ausfinanziert.

- Für die EDK ist es klar, dass nach Annahme von Art. 67a BV Massnahmen zu dessen Umsetzung zu treffen sind. Gegen eine Ergänzung des Kulturförderungsgesetzes ist also nichts einzuwenden. Das Vorhaben, ein Programm Jugend und Musik zu lancieren, wird von den Kantonen unterstützt. Damit das Programm nachhaltig gestartet werden kann, sind jedoch mehr finanzielle Mittel nötig.

- Die geplante Verstärkung der Bundesmassnahmen für die Pflege der Landessprachen und die Förderung des Austauschs im mehrsprachigen Land wird begrüsst. Der Bund sollte prüfen, ob die auf Grundlage des Sprachengesetzes vorgesehenen Kredite für die Förderung kantonaler Projekte zur Innovierung und Verbesserung des Sprachen- unterrichts und für den Austausch allenfalls noch erhöht werden könnten.

- Die Fragen betreffend die Koordination im Bibliothekswesen sollten noch in den Botschaftsentwurf integriert werden.

Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Verordnung über die Vermittlung schweizerischer Bildung im Ausland (Schweizerschulenverordnung)	EDI EDK	Ja.	• Ja.	
---	--------------------------	-----	-------	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)

Das Gesetz wurde von den Kantonen unterstützt. Zur Verordnung wurde mangels Betroffenheit nicht Stellung genommen.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung des Bundesgesetzes über Ergänzungsleistungen zur AHV/IV (ELG); anrechenbare Mietzinsmaxima	EDI SODK FDK GKD	Erfüllt.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Keine PV vorgesehen. • Umsetzungsautonomie gewahrt.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
<p>Das Anliegen der (aller) Kantone sowie der SODK und FDK betreffend die Anpassung der Mietzinse auch bei den Heimbewohnern, wurde nicht berücksichtigt (Ablehnung der Ungleichbehandlung bei der Berechnung des Bundesanteils für Heimpersonen bzw. Verzicht der Anpassung von Art. 13 Abs. 2 ELG).</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Beibehaltung der bisherigen Mietzinsmaxima für Personen, welche im Heim leben, werden Grundsätze der NFA umgangen, was die Kantone nicht akzeptieren können.</p>				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
<p>Kantone fordern eine rasche Behandlung des Geschäfts.</p> <p>Terminplan für die parl. Beratung noch nicht bekannt.</p>				
Reform der Altersvorsorge 2020	EDI SODK FDK	Erfüllt.	<ul style="list-style-type: none"> • Erfüllt. 	<ul style="list-style-type: none"> • Keine PV vorgesehen. • Umsetzungsautonomie gewahrt.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
<p>Grundsätzliche Unterstützung der Vorlage des Bundesrates. Gesetzesrevision trägt zur Stabilisierung des Systems der Sozialen Sicherheit bei und Mehrbelastungen für die Kantone können in diesem Sinne in Kauf genommen werden.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Die SODK wurde im Januar 2015 an eine Anhörung in die SGK-SR (Erstrat) eingeladen und hat somit die Möglichkeit erhalten, ihre Standpunkte (und diejenigen der FDK) nochmals einzubringen.</p>				
Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS)	EJPD FDKL KdK FDK SODK	Die FDKL war bei der Ausarbeitung des Entwurfes des Geldspielgesetzes in einer paritätisch zusammengesetzten Projektorganisation vertreten. Ebenfalls erfolgen die Auswertung der Vernehmlassung und die Verfassung der Botschaft in der Projektorganisation.	Die Tendenz war spürbar, in die Organisationsfreiheit der Kantone einzugreifen, indem schon im Bundesgesetz festgeschrieben wird, wie sich die Kantone zu organisieren hätten.	Die Aufgabenteilung Bund und Kanton wurde eingehalten.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Der Einbezug der FDKL war optimal und die Anliegen wurden auch berücksichtigt. Da viele Player am Geldspielmarkt interessiert sind, mussten auch Kompromisse gemacht werden.</p>				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Erfolgt 2016.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Vereinbarung zwischen der Europäischen Union und der Schweizerischen Eidgenossenschaft zur Festlegung der Modalitäten ihrer Beteiligung am Europäischen Unterstützungsbüro für Asylfragen (European Asyl Support Office, EASO)	EJPD KKIPD KdK SODK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung des Bundesgesetzes über die Ausländerinnen und Ausländer (AuG) und der Verordnung über die Einführung des freien Personenverkehrs (VEP)	EJPD KKIPD KdK SODK VDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Übernahme der Verordnung (EU) Nr. 1053/2013 des Rates vom 7. Oktober 2013 zur Einführung eines Evaluierungsmechanismus für die Überprüfung der Anwendung des Schengen-Besitzstands (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)	EJPD KKIPD KdK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Unproblematisch.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Übernahme und Umsetzung der Verordnung (EU) Nr. 1051/2013 zur Änderung des Schengener Grenzkodex zwecks Festlegung einer gemeinsamen Regelung für die vorübergehende Wiedereinführung von Kontrollen an den Binnengrenzen (Weiterentwicklungen des Schengen-Besitzstands)	EJPD KKIPD KdK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Schengen-Weiterentwicklung. Unproblematisch. Ist zum Vorteil von Bund und Kantonen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung des Zivilgesetzbuches (ZGB, Adoptionsrecht)	EJPD KOKES KKJPD SODK	Ja.	• Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB; Kinderschutz)	EJPD KOKES KKJPD SODK	Ja.	• Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Mehrheitlich positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung Bundesgesetz über die Informationssysteme des Bundes im Bereich Sport (IBSG)	VBS EDK GDK RK MZF	Ja.	• Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) EDK hat Vorlage begrüsst, jedoch mangels Betroffenheit von einer Stellungnahme abgesehen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Wirksamkeitsbericht 2012–2015 des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen	EFD KdK EDK FDK SODK	Oui. Un représentant de la CdC a participé aux travaux du groupe de travail qui a supervisé l'élaboration du Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT.	Les propositions d'adaptation du système de péréquation financière et de compensation des charges sont conformes aux dispositions constitutionnelles en matière de répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.	<p>Il est proposé de revoir les dispositions d'exécution des conventions-programmes de façon à réduire les tâches administratives dévolues aux cantons et accroître la marge de manœuvre de ces derniers.</p> <p>Ce projet n'a pas d'effets directs sur l'autonomie des cantons puisqu'il n'est pas prévu de désenchevêtrer de nouvelles tâches. Néanmoins, il pourrait y avoir des effets indirects en fonction des ressources financières disponibles après péréquation pour financer les tâches cantonales.</p>

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Totalrevision der Verordnung über das Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (VBLN)	UVEK BPUK FDK LDK			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Keine Stellungnahme BPUK. Durch Kantone kritisch beurteilt; Verordnung zu weitgehend.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Weisung Agglomerationsprogramme 3. Generation	UVEK BPUK KdK KöV			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Subsidiarität nicht eingehalten; Vorschriften viel zu detailliert, gewichtige Anliegen der Kantone nicht aufgenommen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Verordnung über Anpassungen des Verordnungsrechts im Umweltbereich, insbesondere hinsichtlich der Weiterentwicklung der Programmvereinbarungen für die Programmperiode 2016-2019	UVEK BPUK FoDK			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Subsidiarität nicht eingehalten. Programmvereinbarungen generell zu detailliert und zu viele operative Details.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Vorlage zur Schaffung eines Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs-Fonds (NAF), zur Schliessung der Finanzierungslücke und zum Strategischen Entwicklungsprogramm Nationalstrasse	UVEK BPUK KdK FDK KöV			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Verfassungsgrundlage gegeben, Subsidiarität eingehalten. Fiskalische Äquivalenz: Kantone können keine verbrauchsabhängigen Strassenbenutzungsgebühren erheben. Deshalb wichtig, dass die Einnahmen aus diesen Gebühren auch für kantonale Aufgaben zur Verfügung gestellt werden. Mit dem NAF droht eine Unterfinanzierung der SFSVneu (Kantonsstrassen, nicht werkgebundene Beiträge, etc.). Vorlage wird dennoch unterstützt.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Totalrevision der Technischen Verordnung über Abfälle (TVA)	UVEK BPUK			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Subsidiarität nicht überall eingehalten; Detaillierungsgrad zum Teil zu hoch; Organisationsautonomie der Kantone z.T. tangiert.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Änderung der Energieverordnung (EnV): Gerätevorschriften	UVEK EnDK BPUK	Ja.	• Ja.	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Die Vorlage ist für die Kantone von untergeordneter Bedeutung. Es handelt sich um eine Anpassung auf Verordnungsstufe, welche eine Kompetenz des Bundes (Geräte) betrifft.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Keine parlamentarische Beratung.				
Verordnung des UVEK über die Berechnung der anrechenbaren Kosten von betrieblichen Sanierungsmassnahmen bei Wasserkraftwerken	UVEK EnDK FDK	Ja.	• Ja.	n/a

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Es handelt sich um eine Vorlage von untergeordneter Bedeutung, da es um Anpassung von Verordnungsrecht geht. Die EnDK hat dazu keine Stellung genommen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Unproblematisch.				
Änderung der Energieverordnung (EnV): Kostendeckende Einspeisevergütung, Wartelistenmanagement, Stromkennzeichnung und Förderung	UVEK EnDK BPUK	Ja. Die EnDK hat kurz zur Vorlage Stellung genommen und stimmt dieser zu.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. Die Vorlage hat föderalistisch keine Bedeutung. 	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Die Vorlage betrifft Anpassungen im Bereich einer Bundeskompetenz.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Unproblematisch.				
Umsetzung der Motion 12.3979 «Verkehrserleichterungen für elektrische Mobilitätshilfen»	UVEK KKIPD BPUK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Unproblematisch.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Offen.				
Verordnung über die Meldestelle von lebenswichtigen Humanarzneimitteln	WBF GDK	Ja inkl. Mitarbeit in Arbeitsgruppe des BLV	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja, GDK / Kantonsapotheker in Vollzugs-Arbeitsgruppe eingebunden
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Keine Beratung / Verordnung				
Änderung der Verordnung 5 zum Arbeitsgesetz (ArGV 5)	WBF EDK GDK VDK	Ja, der Verordnungsentwurf wurde in Zusammenarbeit der Verbundpartner erarbeitet.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)</p> <p>Die Vorlage wurde unterstützt, da sie ein nahtloser Übergang von der obligatorischen Schule in die berufliche Grundbildung auch für sog. gefährliche Berufe ermöglicht. Die EDK hat im Rahmen der Anhörung die Unterstützung des Bundes bei der Umsetzung gefordert, die für die Kantone ein Mehraufwand bedeutet. Deren Berücksichtigung aus föderalistischer Sicht sehr wichtig.</p>				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Es hat keine parlamentarische Beratung stattgefunden.</p>				
Verordnung zum Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (V-HFKG) und Verordnungen des WBF zum HFKG	WBF EDK GDK	Ja.	• Ja.	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)</p> <p>In der Verordnung geht es vor allem um Ausführungsbestimmungen zu den Übergangsbestimmungen des HFKG. Keine Stellungnahme der EDK mangels Betroffenheit.</p>				
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:</p>				
HFKG Departementsverordnungen	WBF EDK FDK	Ja.	• Ja.	•
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)</p> <p>Die EDK hat mangels Betroffenheit keine Stellungnahme abgegeben.</p>				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Teilrevision der Verordnung des WBF über den nachträglichen Erwerb des Fachhochschultitels	WBF EDK GDK	Ja.	• Ja.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Keine Stellungnahme der EDK mangels Betroffenheit.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Verordnung über die Förderung der Beherbergungswirtschaft	WBF VDK LDK	Ja, die VDK war im Vorfeld einbezogen.	Ja, keine föderalen Probleme.	Keine Umsetzung von BuRe.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Positiv für die Beherbergungswirtschaft.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Keine Beratung im Parlament, da Verordnung.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Änderung des Mietrechts im Obligationenrecht	WBF VDK	Ja, wurde ordentlich stattgegeben.	<ul style="list-style-type: none"> • Hier wurde eine Bundesregelung für alle Kantone eingeführt, was als nicht föderal bezeichnet werden muss. • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs 1. BV): Nein • Verfassungsgrundlage vorhanden) (Art. 42 BV): Ja • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV): Ja, da nicht so relevant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Hier wurde eine Bundesregelung für alle Kantone eingeführt, was als nicht föderal bezeichnet werden muss.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Noch keine stattgefunden.				
Bundesgesetz zur Optimierung der flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit	WBF VDK KdK GDK SODK	Ja, wurde gewährt. Es fand auch ein vorgängiger Einbezug in die Evaluation der Vorlage statt.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Kein Thema, Rollen wie zuvor gehabt: Kanton Vollzug, Bund Aufsicht.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Würde bei einer Umsetzung zu einem höheren administrativen Aufwand führen, was nicht erwünscht ist.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Hat noch keine stattgefunden.				
Änderung der Verordnung über die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer (EntsV) sowie Änderung der Verordnung über Zulassung, Aufenthalt und Erwerbstätigkeit (VZAE)	WBF VDK KdK KKJPD	Ja, ordentlich eingehalten.	<ul style="list-style-type: none"> • Keine Probleme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Keine Umsetzung von Bundesrecht.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Die Neuordnung kann begrüsst werden. Inhaltliche Erweiterung des Anwendungsbereichs.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Keine parl. Beratung, da Verordnung.				
Bericht zum neuen Bundesgesetz über die Ladenöffnungszeiten und Entwurf für ein Gesetz. Umsetzung der Motion Lombardi (12.3637): Frankenstärke. Teilharmonisierung der Ladenöffnungszeiten	WBF VDK KdK	Wurde ordentlich gewährt.	Das neue Bundesgesetz beschneidet die föderalen Freiheiten der Kantone und legiferiert in einem Bereich, wo die Kantone subsidiär Regelungen treffen können.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein.

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Das neue Bundesgesetz beschneidet die föderalen Freiheiten der Kantone und legiferiert in einem Bereich, wo die Kantone subsidiär Regelungen treffen können.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Parl. Beratungen sind noch nicht abgeschlossen.				
Pa.lv. 10.431 «Komatrin-ker sollen Aufenthalte im Spital und in Ausnütcherungszellen selber bezahlen»	ParlKo GDK SODK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Noch unklar.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
Noch nicht abschliessend beraten.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				
Pa.lv. (10.450) Den Verkauf von Bankkundendaten hart bestrafen	ParlKo FDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • ? • Ja. • ? • ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone)				
In den Beratungen war das Anliegen der FDK kein Thema. Somit bleibt ungeklärt, ob die Verwendung von zugespielten, ev. gestohlenen Bankkundendaten durch eine Steuerbehörde zulässig ist oder nicht.				

Vorlage	DK	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Die von der FDK und verschiedenen Kantonen aufgeworfene Frage wurde nicht beantwortet.				
Pa.Iv. UREK-N. (13.467) Kostentragungspflicht für Ausgleichsenergie. Gewährleistung einer sicheren Stromversorgung	ParlKo EnDK BPUK FDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	n/a
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Die Vorlage ist für die Kantone von untergeordneter Bedeutung. Die EnDK hat dazu keine Stellung genommen und hat die Stellungnahme den Kantonen überlassen.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch.				
Pa.Iv. Joder Rudolf (11.449), Publikation von Erwachsenenschutzmassnahmen	ParlKo KOKES KKJPD SODK VDK	Ja.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein. • Ja.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. Kantone) Negativ, Vorlage wird deutlich abgelehnt.				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:				

Tableau VII

Projets d'actes législatifs fédéraux politiquement importants pour les cantons en 2014 : évaluation par les secrétariats des conférences

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
03.465 Pa.I.v Maissen. Service Public. Verfassungsbestimmung über die Grundversorgung	<u>KdK</u>	Hoch. Wichtige Bereiche der Grundversorgung liegen in der Kompetenz der Kantone	Noch nicht begonnen		Nicht beurteilbar, da noch kein ausformulierter Vorschlag vorliegt. In der Initiative wird darauf hingewiesen, dass die Grundsätze der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen zu beachten sind.	

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Aufgrund der Vernehmlassungsergebnisse schlägt der Bundesrat vor, auf die Schaffung einer neuen, allgemeinen Verfassungsbestimmung über die Grundversorgung zu verzichten. Dieser Verzicht entspricht der Meinung einer Mehrheit der Kantone.

Par sa décision du 25 septembre 2014, le CE n'a pas vraiment tenu compte de cette volonté. Sa décision est fondée sur le fait que les buts visés par cette initiative parlementaire vont être atteints par un autre biais : le projet de disposition constitutionnelle générale sur le service universel proposé par le CF dans son Message du 8 mai 2013 (dossier 13.036).

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen 2013: Idem 2014: le 25 septembre 2014, le CE a suivi la proposition de la CTT-CE du 28 août 2014 et a décidé de ne pas donner suite à cette initiative, et l'affaire est ainsi liquidée</p>						
07.402 Pa.Iv. Verfassungsgrundlage für ein Bundesgesetz über die Kinder- und Jugendförderung sowie über den Kinder- und Jugendschutz	SODK EDK KKJPD KdK KOKES	Haute		Oui, les 26 gouvernements cantonaux se sont prononcés	La majorité des cantons (14 cantons) rejette la nouvelle disposition. C'est principalement sur la répartition des compétences fédérales et cantonales, sur l'argument du fédéralisme et sur l'introduction de normes minimales que les points de vue divergent et qu'apparaissent des lignes de conflit.	Le Conseil fédéral n'a pas jugé nécessaire d'introduire une nouvelle disposition constitutionnelle sur l'encouragement et la protection des enfants et des jeunes. La WAK N a chargé l'OFAS de rédiger un rapport attendu pour le fin novembre 2014.
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>La CDAS ne s'est pas prononcée dans le cadre de la procédure de consultation car les avis entre les cantons étaient très partagés.</p> <p>Au cours des dernières années, la Confédération a adopté de nombreuses mesures pour aider les cantons à développer leur politique de l'enfance et de la jeunesse, notamment les programmes « jeunes et violence » ou « jeunes et médias », ainsi que par le biais de la nouvelle LEEJ entrée en vigueur le 1er janvier 2013, plus précisément grâce à son article 26.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Fristverlängerung bis Frühjahrssession 2015</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
09.430 Pa.lv. Opferhilfegesetz. Schaffung wichtiger Informationsrechte des Opfers	SODK KKJPD					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Der Vorentwurf der RK-N knüpft am bestehenden Opferhilfegesetz (OHG) an, dessen Umsetzung in der Kompetenz der Kantone liegt. Verschiedene Kantone haben das Bedürfnis der Opfer nach Information erkannt und bereits entsprechende Regelungen erlassen. Eine einheitliche, gesamtschweizerische Regelung der Informationsrechte ist aus Sicht der Opfer und im Sinne der Rechtsgleichheit zu begrüssen.</p>						
10.052 Asylgesetz. Änderung Zusatzbotschaft zu den kurzfristigen Massnahmen	KKIPD SODK	Hoch	SR 12.12.11		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Kantone wurden beteiligt (auch in Vorphase der Gesetzgebung; insgesamt verspricht die Vorlage keine entscheidenden Fortschritte; positive Ansätze bei Verkürzung der Verfahrensfristen und Verfahrensvereinfachungen.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Zusatzbotschaft zu den kurzfristigen Massnahmen:						
Keine Beurteilung.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
<p>2010: SPK-S hat Bericht über Probleme im Asylbereich verlangt; KKJPD und SODK wirken bei der Erstellung des Berichts mit; unklarer Ausgang; unklarer Nutzen.</p> <p>2011: SPK-S hat den Bericht beraten, die KKJPD angehört und die Vorlage mit geringen Modifikationen verabschiedet. Die SPK-N befasst sich 2012 mit der Vorlage. Die Asylgesetzrevision löst die grundlegenden Probleme im Asylbereich nicht. Dies wurde in der SPK-S erkannt. Man will die Vorlage durchbringen und danach an die Konzeption eines neuen Asylverfahrens gehen. Die KKJPD unterstützt dies.</p> <p>2012: EJPD, SODK und KKJPD haben i.A. des BR einen Bericht über die Beschleunigungsmassnahmen im Asylbereich verabschiedet.</p> <p>2013: EJPD, Vertreter der Kantonsregierungen und andere Interessierte haben im Rahmen einer Nationalen Asylkonferenz am 21.1.13 den Bericht über Beschleunigungsmassnahmen gutgeheissen und eine gemeinsame Erklärung über Grundsätze der Neustrukturierung des Asylbereichs verabschiedet. Im Verlauf des Jahres haben EJPD, KKJPD und SODK Vorschläge für die Umsetzung ausgearbeitet. Sie sollen in einer 2. Nat. Asylkonferenz 2014 verabschiedet werden.</p> <p>2014: Verabschiedung einer gemeinsamen Erklärung EJPD/SODK/KKJPD zur Umsetzung der Neustrukturierung Asyl am 28.3.14</p>						
10.467 Pa.lv. Schuldenprävention. Keine Werbung für Kleinkredite	SODK	Faible				
Gesamtbeurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:						
Le SG CDAS a dû renoncer à accompagner cet objet par manque de ressource.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
11.022 Totalrevision Bürgerrechtsge- setz	KKJPD, KdK	Vollzug durch Kantone	Abgeschlos- sen am 20.6.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
KKJPD wurde angehört durch RK-S.						
11.034 BG über Lebens- mittel und Ge- brauchsgegen- stände	GDK, VDK, LDK, KdK	Mittel	Anhörung durch SGK-N erfolgt Parl. Beratun- gen noch nicht abgeschlos- sen. Differen- zen bei Dekla- rationspflicht	Ja, Vernehm- lassung und Anhörung	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Aus Sicht der Kantone wäre eine bessere Koordination der Lebensmittel- und Tierschutzbestimmungen anzustreben und im EDI auch organisatorisch zu vollziehen.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2011: Anhörung von VDK und GDK durch SGK erfolgt. 2012: Das heutige Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) und die Abteilung Lebensmittelsicherheit im Bundesamt für Gesundheit (BAG) werden 2014 in einem neuen Bundesamt vereint. Damit wird die Lebensmittelsicherheit in unserem Land weiter gestärkt und ist auch in Zukunft auf einem hohen Niveau gewährleistet. Dank der neuen Organisation können zahlreiche Schnittstellen eliminiert, aber auch der Vollzug des Lebensmittelgesetzes in den Kantonen und die Aufsicht des Bundes im Bereich der Lebensmittelsicherheit vereinfacht werden. Die Reorganisation innerhalb des Eidgenössischen Departementes des Inneren (EDI) soll ohne Personalabbau erfolgen. Das neue Amt wird am Standort Bern-Liebefeld rund 250 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter beschäftigen. Die Intervention der GDK in diese Richtung trug also Früchte.</p> <p>2013: Parl. Beratungen noch nicht abgeschlossen. Differenzen bei Deklarationspflicht.</p> <p>2014: Erledigt. Schlussabstimmungen den 20.Juni 2014.</p>						
<p>11.062</p> <p>Entwurf eines direkten Gegenentwurfs zur Volksinitiative «Ja zur Hausarztmedizin»</p>	<p>EDI</p> <p>GDK,</p> <p>EDK,</p> <p>FDK</p>	Hoch	Volksabstimmung im Mai 2014		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Positiv</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Positiv; Vorbehalte der Kantone im Verlauf der Beratung berücksichtigt.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
11.431 Pa.Iv. Rehabilitation administrativ versorgter Menschen	SODK KdK, FDK, KOKES	v.a. im Bereich der Archivierung Aktenführung		Ja	Gemäss Archivdirektorenkonferenz: NEIN: Für den Bereich Archivierung und Aktenführung	Gemäss Archivdirektorenkonferenz NEIN: Für den Bereich Archivierung und Aktenführung
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzlich: Der Vorstand SODK stimmt der Zielsetzung des Gesetzesentwurfs zu und begrüsst die Stossrichtung der Vorlage. Das Gesetz ist aus Sicht des Vorstands SODK ein wichtiger Beitrag zur moralischen Wiedergutmachung für die Betroffenen. (Vgl. Stellungnahme SODK)</p> <p>Archivierung und Aktenführung: Hier greift gemäss Archivdirektorenkonferenz ADK der Gesetzesvorschlag in die Kompetenzen der Kantone ein (vgl. Stellungnahme ADK: http://www.adk-cda.ch/fileadmin/user_upload/Parl_Initiative_11_431_Stellungnahme_ADK_2013_01_13.pdf)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Der Bund hat keine Kompetenzen in Bezug auf die Archivierung bei den Kantonen. Entsprechend ist von besonderen Regeln auf Bundesstufe abzusehen. • Der Bund hat keine Kompetenzen in Bezug auf die Aktenführung bei den Kantonen. Entsprechend ist von besonderen Regeln auf Bundesstufe abzusehen. 						
11.446 Pa.Iv. Für ein Auslandschweizergesetz	SSK					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzlich keine Einwände aus föderalistischer Sicht. Nicht berücksichtigt wurde unseres Wissens der Einwand bezüglich Kostentragungspflicht der Heimkehrer.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Der grösste Eingriff bezüglich Vollzug (Streichung der Meldepflicht Teilnahme mit unabsehbaren Folgen für den Versand der Unterlagen) konnte im Verlauf der Beratungen korrigiert werden.						
11.466 Pa.Iv. Recordon Luc, Frist für die Sanierung belasteter Standorte	BPUK	Tief	erledigt			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Kantone erhalten länger Geld für die Sanierung von Altlasten						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Entspricht föderalem Anliegen; keine Stellungnahme.						
12.020 Totalrevision des Alkoholgesetzes	GDK, SODK, VDK, KdK	Gross	WAK-S: He 12 WAK-N: Wi 12 Anhörung WAK-N: 14.1.2012 (GDK) WAK-S: Fj 2014		Kritisch <ul style="list-style-type: none"> • Der Verzicht der Besteuerung von Alkohol in festen Lebensmitteln wird dazu führen, dass die Einnahmen der Kantone aus dem Alkoholzehntel sinken (mindestens 1.3 Million CHF) (SStG, Art 18). • Massnahmenkatalog für den Jugendschutz unzureichend. 	Ja / Teilweise

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die GDK unterstützt die vom Bundesrat vorgeschlagene Totalrevision des Alkoholgesetzes und insbesondere die Massnahmen für den Jugendschutz (unter anderem die gesetzlichen Grundlagen für die Testkäufe, den «Sirup-Artikel» und das Verbot des Verkaufs über die Gasse ab 22 Uhr). Im Rahmen der Vernehmlassung setzten sich Kantone und Gemeinden für nächtliche Verkaufsverbote ein und verlangen ein generelles, für alle alkoholischen Getränke geltendes Verbot von Lockvogelangeboten.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Massnahmen gegen Billigstpreis-Angebote fordern – Kohärenz zwischen Verhältnisprävention und Verhaltensprävention sicherstellen durch eine enge Zusammenarbeit zwischen EAV und BAG. – den Alkoholzehntel in der heutigen Grössenordnung sichern 						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch offen; Anhörung WAK-N am 14.1.2012 2013: Differenzbereinigung: Differenz insbesondere betreffend Nachverkaufsverbot und Alkoholbesteuerung. Beide Anliegen sind für die Kantone wichtig. 2014: Zwei für die Kantone wichtigen Punkte, das Nachtverkaufsverbot und das Steuersystem sind weiterhin umstritten und in der Differenzbereinigung</p>						
12.028 Änderung des Kartellgesetzes und BG über die Organisation der Wettbewerbsbehörde	EVD VDK, BPUK, KdK	Direkt, keine	WAK-S: So 12 WAK-N: He 12			
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>→ Vorlage wurde durch das eidg. Parlament zurückgewiesen, die Revision wurde abgebrochen.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Im Parlament noch nicht behandelt: http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20120028</p> <p>2013: Der Ständerat hat mit Art. 5 des Kartellgesetzes eine Verschärfung beschlossen, welche aus föderalistischer Sicht bedenklich ist. Sogenannte Arbeitsgemeinschaften ARGE unterstehen einem Teilkartellverbot. Für die kantonalen Vergabebehörden bedeutet dies eine zusätzliche Belastung, und für die öffentlichen Bauherren eine nicht gewollte Einschränkung. Insgesamt ist es ein massiver Eingriff aus föderalistischer Sicht. Das Geschäft liegt bei der WAK-NR und geht 2014 ins Plenum NR.</p> <p>2014: → Stellungnahme VDK vom 21. Juni 2011: nachher keine weiteren Massnahmen und Aktionen mehr → 21.03.2013 Ständeratsbeschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates. → WAK-N: Ablehnung der Vorlage an der Sitzung im Jan. 2014</p>						
12.036 BG über eine Anpassung des DBG und des StHG an die Allgemeinen Bestimmungen des StGB	FDK	Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage	WAK-S: He 12 WAK-N: Wi 12		Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage	Siehe Tabelle zur Vernehmlassungsvorlage
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2012: Am 02.03.2012 verabschiedete der Bundesrat die Botschaft: Das Verhältnis des Nachsteuer- zum Strafsteuerverfahren wurde nicht verändert (Eine Prüfung forderten die FDK und 16 Kantone) und auf die anstehende umfassende Revision des Steuerstrafrechts verwiesen. Das Anliegen der FDK und von 14 Kantonen, eine bedingte Strafe mit einer Busse bis zu CHF 30'000 zu verbinden, wurde mit einer geringeren Obergrenze von CHF 10'000 berücksichtigt. Die Festlegung einer zweijährigen Frist für die Inkraftsetzung (FDK und 8 Kantone) wurde in der Vorlage nicht übernommen. Die Botschaft erklärt allerdings, dass der Bundesrat dafür besorgt sei, den Kantonen genügend Zeit für die Umsetzung einzuräumen.</p> <p>2013: keine Bemerkungen 2014: keine Bemerkungen</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2013: keine Bemerkungen 2014: keine Bemerkungen</p>						
<p>12.046 StGB und MStG. Änderung des Sanktionenrechts</p>	<p>KKIPD, RK MZF</p>	<p>u.a. Beschränkung der Strafkompetenz der Staatsanwaltschaften bei unbedingten Freiheitsstrafen von 6 auf neu 3 Monate.</p>	<p>RK-S: Fj 13 RK-N: Wi 13</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Bund hat in diesem Bereich Rechtsetzungskompetenz. Inhaltlich ist die KKJPD der Meinung, dass die bisherigen 6 Mte. Strafkompetenz der Staatsanwälte aus Effizienzgründen beibehalten werden sollten. Zudem hat die KKJPD moniert, dass die genannte Änderung nach durchgeführter Vernehmlassung in die Vorlage aufgenommen wurde und sich die KKJPD nicht äussern konnte. Sie hat sich deshalb in einem Schreiben vom 26.9.12 unaufgefordert an die Kommissionen gewandt und eine Anhörung verlangt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Mangelnder Einbezug der Umsetzungsbehörden in einer sehr wichtigen praktischen Frage an der Schnittstelle Strafverfolgung/Justiz! 2013: KKJPD wurde am 18.10.13 von der RK-S angehört. Anliegen gemäss Vernehmlassung wurden eingebracht. 2014: keine Ergänzungen</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.069 BG über die Kompetenz zum Abschluss völkerrechtlicher Verträge von beschränkter Tragweite und über die vorläufige Anwendung völkerrechtlicher Verträge	<u>KdK</u>	Vorläufige Anwendung völkerrechtlicher Verträge	Erledigt; Bundesgesetz wurde in der Schlussabstimmung vom 26.09.2014 angenommen	Ja, ordentliche Vernehmlassung	Potentieller Konflikt, wenn Beschluss zur vorläufigen Anwendung eines völkerrechtlichen Vertrags die Zuständigkeiten der Kantone tangiert; neu können völkerrechtliche Verträge, für welche die Zustimmung des Parlaments notwendig ist, nicht mehr vorläufig angewendet werden, wenn sich beide aussenpolitischen Kommissionen dagegen ausgesprochen haben.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Grundsätzlich unproblematisch.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2012: noch nicht begonnen 2013: NR will Vetorecht der APKs, während SR an geltender Rechtslage nichts ändern will. Haltung NR tendenziell föderalismusfreundlicher (wenn auch aus anderen Motiven). 2014: Parlament hat Vetorecht der aussenpolitischen Kommissionen beschlossen – kann (aber muss nicht) föderalismusfreundlich interpretiert werden.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.076 Pädophile sollen nicht mehr mit Kindern arbeiten dürfen. Volksinitiative. Änderung des Strafgesetzbuches, des Militärstrafgesetzes und des Jugendstrafgesetzes	EJPD KKJPD, EDK, SODK	Schwierige Umsetzung durch die Kantone.	Volksabstimmung im Mai 2014		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Grundanliegen berechtigt. Schwierigkeiten bei der Umsetzung absehbar. Die in der Vernehmlassung geäusserten Bedenken bestehen weiterhin.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Das Einreichen einer Volksinitiative hat den Handlungsspielraum des Parlaments eingeschränkt. Betreffend Umsetzung durch die Kantone zeigten sich Parlament/Öffentlichkeit enttäuscht, dass die Kantone nicht in der Lage sind, die Kontakt- und Rayonverbote per 1.1.15 flächendeckend umzusetzen. Diese Erwartung war angesichts der kurzen Umsetzungsfrist unrealistisch. Die Kantone haben betont, dass sie die Verbote per 1.1.15 umsetzen können wie andere Rayonverbote auch (bspw. für Hooligans): mit Wegweisungen oder Polizeigewahrsam auf Meldung hin oder mittels situativen Kontrollen.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.080 Heilmittelgesetz. Änderung	GDK	Mittel	Anhörungen der GDK vor den Kommissionen erfolgt	Ja	Kritisch: <ul style="list-style-type: none"> • Vertrieb von Mengen bis 100 Packungen (art. 9, al. 2 ter) • Klärungsbedarf: kantonale Bewilligungspflicht für die Abgabe (art. 30) <ul style="list-style-type: none"> - Wer ist alles betroffen? - Führt in verschiedenen Kantonen zu höherem Arbeitsanfall 	Kritisch (siehe Spalte 6)
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Grundsätzliche Zustimmung. Im Rahmen der Revision des Heilmittelgesetzes werden die bestehenden Marktzutrittsbestimmungen kritisch überprüft. Gleichzeitig soll die Sicherheit von Arzneimitteln verbessert und die Transparenz erhöht werden. Die betroffenen Bereiche sind:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Kinderarzneimittel - Synthetische sowie Komplementär- und Phytoarzneimittel - Abgabe von Arzneimitteln und Arzneimittelinformation - Verbesserung der Marktüberwachung - Umgang mit Arzneimitteln (Therapiesicherheit) - Einfuhr von Arzneimitteln - Geldwerte Vorteile 						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2012: Noch nicht begonnen</p> <p>2013: Gesetzesrevision und kritische Punkte noch nicht zu Ende beraten</p> <p>2014: Gesetzesrevision und kritische Punkte noch nicht zu Ende beraten</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.098 Gegen Masseneinwanderung Volksinitiative	KdK, VDK	Gefährdung des FZA, des bilateralen Ansatzes in den Beziehungen zur EU und damit des erreichten Wohlstandes. Wiedereinführung der Kontingentierung.	Abgeschlossen	Ja		
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Kantone haben am 13. Dezember 2013 Position gegen die Initiative bezogen. Die Vorlage wurde am 9. Februar 2014 in der Volksabstimmung von Volk und Ständen angenommen. Die Umsetzungsarbeiten sind derzeit im Gange.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: 2013: Haltung Bundesversammlung identisch mit der Haltung der Kantone 2014: Die Initiative wurde den 9. Februar 2014 angenommen. Geschäft erledigt.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
12.101 Konsolidierungs- und Aufgabenprüfungspaket.	KdK, FDK, vom KAP betroffene Konferenzen	Sparprogramme des Bundes führen immer wieder zu Lastenabwälzungen auf die Kantone.	Noch nicht begonnen		Siehe Gesamtbeurteilung unten	Keine Bemerkungen

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Mit dem KAP 2014 schlägt der Bundesrat kurzfristig realisierbare Sparmassnahmen vor, die zwischen 2014 bis 2016 zu jährlichen Entlastungen von rund 700 Millionen Franken führen. Die Massnahmen umfassen teilweise Aufgabenverzicht und -reformen, teilweise aber auch Kürzungen und Priorisierungen. Zudem sollen mit dem KAP 2014 die Ausgaben für die Armee in den Jahren 2014 bis 2017 auf insgesamt 18,756 Milliarden Franken plafoniert werden. Gemäss Bundesrat wurde bei der Erarbeitung des KAP 2014 darauf geachtet, den Verbundbereich soweit möglich auszuklammern. Dies ist aus Sicht des Bundesrates gut gelungen. Er geht von einer maximalen Mehrbelastung für die Kantone von rund 10 Millionen Franken aus, sofern die Kantone die wegfallenden Bundesmittel vollumfänglich durch eigene Gelder ersetzen. Aufgrund der gemeinsamen Stellungnahme der Kantone verzichtete der Bundesrat gegenüber der Anhörungsvorlage auf zwei Massnahmen im Landwirtschaftsbereich im Umfang von 1,5 Millionen Franken.

Das KAP 2014 kann aus kantonaler Sicht insgesamt unterstützt werden. Ein gesunder Staatshaushalt als Basis für eine solide Geld- und Währungspolitik stellt eine wesentliche Grundlage für eine prosperierende Volkswirtschaft dar. Gesunde Bundesfinanzen sind deshalb auch im Interesse der Kantone. Lastenabwälzungen auf die Kantone werden weitgehend vermieden. Ganz ausgenommen sind die Kantone nicht. Immerhin hat der Bundesrat bei der Landwirtschaft die Stellungnahme der Kantone berücksichtigt. Beim Schienenverkehr handelte es sich offenbar um ein Missverständnis, da die entsprechende KAP-Massnahme kein Leistungsabbau bedeutet. Auf den von den Kantonen geforderten Verzicht der Kürzungen bei den Universitäten ist der Bundesrat nicht eingetreten. Hier geht es um jährlich rund 7 Millionen Franken in den Jahren 2014-2016. Das Anliegen ist allenfalls in die parlamentarische Debatte einzubringen.

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-----------	-----------------------------	--	--	--	--

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

2012: Noch nicht begonnen

2013: In der Sommersession 2013 beschloss der Nationalrat mit 105 zu 72 Stimmen und 2 Enthaltungen, das KAP 2014 an den Bundesrat zurückzuweisen. Nach Auffassung des Nationalrates sollte der Bundesrat nochmals über die Bücher. Anders als der Nationalrat wollte der Ständerat das KAP 2014 beraten. In der Herbstsession 2013 hat er einstimmig gegen die Rückweisung gestimmt. In der Debatte wurde wenig Verständnis für das Verhalten des Nationalrates geäußert. Der Ständerat sieht grosse Belastungen auf den Bundeshaushalt zukommen und hält eine Auseinandersetzung des Parlaments mit der Frage, auf welche Aufgaben verzichtet werden kann oder muss und wo Prioritäten gesetzt werden sollten, für unabdingbar. Somit ging das Geschäft zurück an den Nationalrat, der in der Wintersession 2013 mit 112 gegen 70 Stimmen an seiner Rückweisung festhielt.

Damit ist das KAP 2014 definitiv gescheitert. Verbunden mit der Rückweisung hat der Nationalrat den Bundesrat beauftragt, ein neues Sparpaket auszuarbeiten und dabei verschiedene Szenarien ausarbeiten. Einerseits ist eine erhebliche Kürzung auf der Aufgabenseite vorzusehen, andererseits einnahmeseitige Massnahmen oder der Verzicht auf geplante Steuersenkungen. Die zwei unterschiedlichen Stossrichtungen zeigen diametral entgegengesetzte Vorstellungen zur Konsolidierung des Bundeshaushalts auf. Immerhin hat der Bundesrat gemäss Nationalrat zu beachten, dass bei allen Varianten die Entlastungswirkungen keine Massnahmen enthalten, bei welchen es zu Aufgabenverschiebungen an die Kantone kommt.

Gemäss Finanzplanung wären die geplanten Überschüsse für die Jahre 2015-2017 nur mit den KAP-Massnahmen erreichbar gewesen und gemäss EFD stehen ohne KAP 2014 strukturelle Defizite von bis zu 300 Millionen Franken an. Der Bundesrat wird also nicht darum herum kommen, im nächsten Jahr neue Sparmassnahmen zur Diskussion zu stellen, die für die Kantone mit neuen finanzpolitischen Unsicherheiten und allenfalls Risiken verbunden sind. Die Entwicklung ist also weiterhin sehr aufmerksam zu verfolgen.

2014: Am 19.9.2014 unterbreitet der Bundesrat dem Parlament eine Zusatzbotschaft zum KAP 2014 und erfüllt damit die Aufträge, die ihm der Nationalrat im Zuge der Rückweisung des KAP 2014 gegeben hat. Der Bundesrat prüft zwei Szenarien zur Konsolidierung der Bundesfinanzen: ein einnahmenseitiges und ein ausgabenseitiges. Einnahmenseitig sieht der Bundesrat keine Möglichkeiten für eine Entlastung des Haushalts im Rahmen des KAP 2014. In der Unternehmenssteuerreform III wird er jedoch auch einnahmenseitige Massnahmen zur Gegenfinanzierung unterbreiten. Das ausgabenseitige Szenario, das drei Varianten enthält, wie der Personalaufwand des Bundes um 300 Millionen reduziert werden könnte, geht aus Sicht des Bundesrates mit Blick auf die aktuelle finanzpolitische Lage deutlich zu weit und wäre nicht verantwortbar. Der Bundesrat beantragt dem Parlament daher, auf die Umsetzung der beiden Szenarien zu verzichten und stattdessen die Detailberatung des ursprünglich beantragten Bundesgesetzes über das Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspaket 2014 (KAPG 2014) an die Hand zu nehmen. Die Finanzkommission des NR beschloss am 14.10.2014 dem Antrag des Bundesrates zu folgen und die Beratung des ursprünglichen KAP 2014 aufzunehmen. Die Detailberatung ist für Anfang 2015 vorgesehen.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.013 Grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit. Abkommen mit Österreich und dem Fürstentum Liechtenstein	EJPD KKJPD	Verbesserung der Amts- und Rechtshilfe; Vereinfachung der Zusammenarbeit mit den kantonalen Polizeibehörden.	Angenommen mit Bundesbeschluss vom 21.3.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv. Kantone waren beim Aushandeln des Abkommens beteiligt. Ergebnis zufrieden stellend.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Unproblematisch. Kantone waren nicht beteiligt.						
13.018 Bericht des Bundesrats zur inneren Sicherheit. Klärung der Kompetenzen	SiK-S KKJPD RK MZF					

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
-						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
-						
13.025 BG betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs		EJPD KKIPD	Es geht um die zulässigen Instrumente für die Strafverfolgungsbehörden der Kantone; von hoher Bedeutung für die Strafverfolgung.	Vom Ständerat behandelt	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv, falls es bei der Fassung des SR bleibt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die KKJPD wurde zur Vorlage angehört. Es zeichnen sich Differenzen zwischen SR und NR zur Frage der Gebühren für Fernmeldediensteanbieter ab. Der Ständerat ist der KKJPD gefolgt, der NR lehnt die Abschaffung der Gebühren für Fernbeldediensteanbieter ab. Bei der GovWare (Staatstrojaner zeichnet sich ab, dass der Widerstand des NR mit einer Lösung überwunden werden kann, die eine Zertifizierung der GovWare durch den Bund vorsieht. Beratungen im Plenum NR im Mai 2015 vorgesehen.</p>						
13.026 Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetz. Änderung	VBS RK MZF	Ja	Hängig		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Gut - mit entsprechend grossem zeitlichen Druck</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Beratungen abgeschlossen - Das revidierte Bevölkerungs- und Zivilschutzgesetz auf den 1. Februar 2015 in Kraft zu setzen. Auf den gleichen Zeitpunkt treten auch entsprechende Verordnungsänderungen in Kraft. Damit wird die Aufsicht des Bundes über Dienstleistungen im Zivilschutz gestärkt.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>13.030</p> <p>Teilrevision BG über die Ausländerinnen und Ausländer (Integrationskapitel und Spezialgesetze)</p>	<p>EJPD KdK, EDK, SODK, KKJPD, GDK, VDK</p>	<p>Gross, da die Umsetzung der Integrationspolitik und die konkreten Integrationsmassnahmen vor Ort greifen, d.h. in den Kantonen und Gemeinden</p>	<p>11.12.2013 SR; 12.03.2014 NR: Rückweisung an den BR 02.06.2014 SR: Zustimmung zum Entscheid NR (=Rückweisung an BR) mit dem Auftrag, die Anliegen der parl. Iv. 08.406, 08.420, 08.428, 08.450 und 10.485 aufzunehmen. Die neue Vorlage soll Anfang 2015 gemeinsam mit den Vorschlägen zur Umsetzung von Art. 121a BV in die Vernehmlassung gegeben werden.</p>		<p>- Subsidiarität/Verfassungsgrundlage: i.O. - Fiskalische Äquivalenz: Am 13. Dezember 2013 haben die Eidgenössischen Räte im Rahmen der Schlussabstimmung zum Voranschlag 2014 und dem Finanzplan 2015-2017 auch den Integrationskredit des Bundes bewilligt. Die über den AuG-Kredit finanzierten Integrationsmassnahmen werden somit künftig von Bund und Kantone/Gemeinden im Verhältnis 1:1 kofinanziert. Im "fremdenpolizeilichen" Bereich hingegen sollen mit der AuG-Teilrevision neue Vorschriften erlassen werden, die auf kantonaler Ebene oftmals den Vollzugsaufwand erheblich erhöhen ohne dass eine entsprechende Entschädigung vorgesehen ist (z.B. Prüfung der Integration bei Erteilung und Verlängerung von Bewilligungen). - Eigenständigkeit der Kantone: i.O.</p>	<p>Im Integrationsförderbereich wurden per 1.1.2014 mit jedem Kanton eine Programmvereinbarung abgeschlossen, die sich über vier Jahre erstreckt und die im Wesentlichen die gemeinsam zu erreichenden strategischen Programmziele festlegt. Die operationelle Verantwortung bleibt jederzeit den Kantonen vorbehalten.</p>

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-----------	-----------------------------	--	--	--	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

Die Revisionsvorlage wird von den Kantonen begrüsst. Mit dieser Revision kann die Verbindlichkeit in der Integration massgeblich erhöht werden. Die Vorlage orientiert sich am gemeinsam von Bundesrat und Kantonen entwickelten Verständnis der Integrationspolitik. Der Bundesrat ist bereits in der Vernehmlassung auf wichtige Anliegen der Kantone eingegangen und hat z.B. auf die flächendeckende Einführung von Integrationsvereinbarungen verzichtet.

Beurteilung der Vorlage aus föderalistischer Sicht:

Nach Annahme der Masseinwanderungsinitiative wurde die Vorlage von den Räten an den Bundesrat zurückgewiesen mit dem Auftrag, Änderungsanträge zur Umsetzung der neuen Verfassungsbestimmung 12 1a BV vorzulegen sowie die Anliegen der parl. Iv. 08.406, 08.420, 08.428, 08.450 und 10.485 aufzunehmen. Die neue Vorlage soll Anfang 2015 gemeinsam mit den Vorschlägen zur Umsetzung von Art. 12 1a BV in die Vernehmlassung gegeben werden.

Die Sicht der Kantone konnte 2014 frühzeitig in den Revisionsprozess eingebracht werden. Nachdem auch der SR die Vorlage in der Sommersession 2014 an den Bundesrat zurückwies, bat der BFM-Direktor im Juli 2014 das KdK-Sekretariat um eine Stellungnahme zu den parlamentarischen Initiativen 08.406, 08.420, 08.428, 08.450 und 10.485. Unter Einbezug der zuständigen interkantonalen Fachkonferenzen (VKM und KID) hat das KdK-Sekretariat eine fachliche Einschätzung vorgenommen, die der Leitende Ausschuss der KdK am 28. August 2014 zustimmend zur Kenntnis genommen hat.

Insgesamt ist bei den genannten parlamentarischen Initiativen erkennbar, dass sie noch vor der laufenden Teilrevision des AuG eingereicht wurden und dem heutigen Stand der Arbeiten nicht Rechnung tragen. Sie widersprechen denn auch dem von Bund und Kantonen angestrebten Stufenmodell, wonach die Anforderungen an die Integration umso höher zu stellen sind, je mehr Rechte mit dem angestrebten Rechtsstatus verliehen werden. Ausserdem könnte der Vollzug einzelner Vorstösse in der Rechtsanwendung zu erheblichem Diskriminierungspotenzial führen, was grundsätzlich vermieden werden sollte.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.031 Teilrevision des BG über die Ausländerinnen und Ausländer bezüglich der Sanktionen gegen Transportunternehmen („carrier sanctions“) und des Informationssystems über die Angaben der beförderten Personen	EJPD KKJPD	Bund finanziert kantonale Administrativhauplätze; unterstützt den Vollzug von Wegweisungen im Asyl- und Ausländerbereich; Geschäft in der Schlussabstimmung am 20.6.14 angenommen.	Noch nicht begonnen.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.036 Grundversorgung. Allgemeine Verfassungsbestimmung	EJPD KdK		Traité par le CE	Pas au stade de la CTT-CE		
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013: le 8 mai 2013, le CF a approuvé le Message concernant une disposition constitutionnelle sur le service universel. 2014: keine Stellungnahme der KdK (voir le formulaire d'évaluation concernant le dossier 03.465). La disposition adoptée par le CE est très générale et n'a pas de caractère contraignant. Elle n'est donc pas trop problématique pour les cantons. Le projet de la CTT-CE n'avait pas non plus de caractère contraignant, mais il était plus élaboré. Il prévoyait que « le service universel comprend les biens et prestations de services répondant aux besoins usuels. Ces biens et prestations sont accessibles à toute la population de manière continue et dans toutes les régions du pays; ils sont en outre abordables pour tous...».</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>2013: Noch nicht begonnen. 2014: le 28 août 2014, la CTT-CE (Commission des transports et télécommunications du CE) a décidé de proposer à son Conseil d'introduire dans la Cst. F. un article s'inspirant de la variante C proposée par le CF. Lors de sa séance du 25 septembre 2014, le CE n'a pas suivi sa commission. Il a adopté le projet proposé par le Conseil fédéral dans sa version A. Celle-ci prévoit que la Confédération et les cantons s'engagent à promouvoir un service universel suffisant accessible à tous, et ce dans une mesure comparable. Ce n'est pas le respect des principes du fédéralisme qui a guidé les travaux parlementaires, le sujet ne s'y prêtant d'ailleurs pas forcément ; les membres de la CTT-CE qui se sont exprimés en faveur de leur projet l'ont fait la plupart du temps dans un souci de solidarité, avec pour but la défense des intérêts des populations vivant dans des régions à faible densité et/ou de montagnes. La version retenue l'a été parce qu'elle semblait être la plus claire et la moins sujette aux doutes et difficultés d'interprétation.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.038 Weiterbildungsgesetz	EVD EDK, VDK, SODK	Mittel	Abgeschlossen		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe unten (Vernehmlassungsvorlage)						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine Bemerkungen						
13.044 Zusammenarbeit bei der Anwendung von Wettbewerbsrechten. Abkommen mit der EU	WBF KdK, VDK	Nicht relevant	20.06.2014, Schlussabstimmung. Erledigt.			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
N/A						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
N/A						
13.048 Änderung BG über Radio und Fernsehen	UVEK FDK, VDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Das von der FDK bekämpfte Inkasso der Radio- und Fernsehgebühren über die kantonalen Steuerverwaltungen fand keinen Eingang in die Vorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
2014: FDK verfolgte das Geschäft nicht mehr nachdem ihr Anliegen erfüllt worden war, das Gebühreninkasso nicht über die kantonalen Steuerverwaltungen vorzunehmen.						
13.050 Bundesgesetz über das elektronische Patientendossier (EPDG)	EDI GDK FDK	Hoch	Beratungen noch nicht abgeschlossen		<ul style="list-style-type: none"> • Das EPDG unterstreicht, dass das EPD nur als Verbund-aufgabe zu realisieren ist. • Es findet kein Eingriff in kantonale Kompetenzen statt. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> Programmvereinbarung vorgesehen? Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Ziel des EPDG ist aus Sicht der Kantone, die für die Realisierung des elektronischen Patientendossiers zwingend notwendigen Rechtsgrundlagen national einheitlich zu schaffen. Die Kantone haben dem Bund die Kompetenzen dazu zugestanden.</p> <p>Es war von Anfang an klar, dass es trotzdem ergänzende Rechtsetzungen in den Kantonen brauchen wird. Diese sollten sich aber auf untergeordnete Aspekte und regionale Besonderheiten beschränken.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Vorlage sieht Finanzhilfen des Bundes für den Aufbau von eHealth-Gemeinschaften vor. Die Forderung der Kantone, als ausreichende Voraussetzung für einen Bundesbeitrag neben einer Mitfinanzierung der Kantone auch Beiträge von Dritten zu akzeptieren ist vom Parlament aufgenommen worden.</p> <p>Listenspitäler werden zur Teilnahme verpflichtet. Wahrscheinlich muss die Vorlage noch um eine Ermächtigung der Listenspitäler zur Bereitstellung von Gesundheitsdaten im Rahmen des ePatientendossiers ergänzt werden. Es braucht diesbezüglich zwingend eine einheitliche Regelung. Dies ist auf Bundesebene am einfachsten und schnellsten möglich. Die GDK hat diesen Aspekt im Rahmen eines Hearings der SGK-N eingebracht.</p>						
13.051 Präimplantationsdiagnostik. Änderung BV und Fortpflanzungsmedizinengesetz	EDI GDK	Gering	In Kommissionsberatung		<ul style="list-style-type: none"> Ja 	<ul style="list-style-type: none"> Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Beratungen abgeschlossen. Volksabstimmung über Verfassungsartikel am 14.6.2015; anschliessend läuft Referendumsfrist für Gesetzesvorlage. Der Vorstand der GDK wird sich an seiner Sitzung vom 19.2.2015 zur Abstimmung Verfassungsartikel äussern.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine veränderte Einschätzung gegenüber der Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.						
13.052 Auslandsschweizer-Ausbildungsgesetz (AAG) Korrekt: Bundesgesetz über die Präsenz schweizerischer Bildung im Ausland	EDI EDK	Mittel	Abgeschlossen		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Vgl. Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine Bemerkungen						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.055 Ökologische Steuerreform. Bericht des Bundesrates zur Abschreibung der Motion 06.3190	EFD FDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): 2013: Keine Bemerkungen 2014: Die FDK nahm zum Geschäft nicht Stellung und verfolgte es nicht.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
13.056 StGB und MStG. Ausschaffung krimineller Ausländer	EJPD KKJPD SODK	Kantone vollziehen das Gesetz. Schwierige Umsetzung, falls keine Härtefallklausel eingefügt wird.	Noch nicht behandelt	Im Ständerat behandelt, im Nationalrat in Beratung.	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Nationalrätliche Kommission schwenkt auf Linie Ständerat ein (Härtefallklausel vorgesehen). Aus Sicht der Kantone für die Umsetzung unabdingbar, um Konflikte mit Völkerrecht und FZA zu vermeiden.						
13.057 Schluss mit den Steuerprivilegien für Millionäre (Abschaffung der Pauschalbesteuerung). Volksinitiative	EFD FDK	Die Aufwandbesteuerung ist ein volks- und regionalwirtschaftlich nützliches Instrument der Steuerpolitik und Ausdruck der kantonalen Steuerhoheit.	NR und SR empfohlen in der Schlussabstimmung am 20.06.2014 die Initiative zur Ablehnung.	Bei dieser Volksinitiative nicht nötig, da der Bundesverwaltung und dem Bundesrat die Position der FDK ohnehin bekannt war.	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Volksinitiative schafft Verfassungsgrundlage • Nein • Nein 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Nein (Abschaffung der Aufwandbesteuerung in allen Kantonen)

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die FDK lehnt in Übereinstimmung mit dem Bundesrat und den eidgenössischen Räten die Volksinitiative zur Abschaffung der Aufwandbesteuerung ab. Die am 28. September 2012 von den eidgenössischen Räten verabschiedete Verschärfung der Aufwandbesteuerung, welche massgeblich einem Vorschlag der FDK entspricht, dient dazu, dieses volkswirtschaftlich bedeutsame Instrument zielgerichteter einzusetzen und dessen Transparenz zu erhöhen. Die kantonal unterschiedliche Nutzung der Aufwandbesteuerung ist ein Zeichen eines funktionierenden Föderalismus, den es zu wahren gilt. Eine schweizweite Abschaffung der Aufwandbesteuerung, wie sie die Initiative fordert, verkennt die Vorteile der soeben beschlossenen Reform und schüttet das Kind mit dem Bade aus. In der Volksabstimmung vom 30. November 2014 lehnten mit Ausnahme von SH alle Stände, auch jene, die nebst SH auf kantonaler Ebene die Aufwandbesteuerung bereits abgeschafft hatten (ZH, AR, BL, BS) die Volksinitiative mit 59.2 % Nein-Stimmen ab</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						
<p>13.058</p> <p>Stipendieninitiative und Totalrevision des Ausbildungsbeitragsgesetzes</p>	<p>WBF</p> <p>EDK,</p> <p>KdK,</p> <p>FDK</p>	Hoch	Abgeschlossen		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Für die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen (Stipendien oder Darlehen) sind die Kantone zuständig. Der Bund unterstützt sie für ihre Leistungen an Studierende der Hochschulen oder der höheren Berufsbildung. Die Totalrevision des Ausbildungsbeitragswesens erfolgt im Rahmen der verfassungsmässigen Zuständigkeiten und respektiert die Neugestaltung des Finanzausgleichs sowie die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen. Gegenstand und Geltungsbereich des Gesetzes bleiben unverändert. Das Ausbildungsbeitragsgesetz bezieht sich weiterhin ausschliesslich auf die Tertiärstufe. Der schlanke Gesetzesentwurf hält fest, dass künftig nur noch diejenigen Kantone Anspruch auf Gewährung von Bundesbeiträgen im Rahmen des Ausbildungsbeitragsgesetzes haben, welche die für die Tertiärstufe relevanten Harmonisierungsbestimmungen des Stipendienkonkordats vom 18. Juni 2009 erfüllen. Im Konkordat sind - wie vom VSS gefordert - gesamtschweizerische Grundsätze und Mindeststandards für die Vergabe von Ausbildungsbeiträgen für Ausbildungen auf der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe festgelegt. Dieses Vorgehen wird den von den Kantonen in Gang gesetzten Stipendienharmonisierungsprozess beschleunigen. In der Vorlage verzichtet der Bundesrat darauf, Aussagen bezüglich der Höhe der Stipendien zu machen. Die Ausrichtung der Bundessubventionen nach kantonaler Wohnbevölkerung behält er bei.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Strittig war die Frage, ob das Gesetz auch Aussagen zur Höhe der Stipendien machen soll (d.h. den Anspruch der Kantone auf Bundesbeiträge an ein materielles Kriterium zu knüpfen). Dies wurde nach Differenzbereinigung abgelehnt. Damit erfolgt die Totalrevision des Ausbildungsbeitragswesens im Rahmen der verfassungsmässigen Zuständigkeiten und respektiert die Neugestaltung des Finanzausgleichs sowie die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen.</p>						
<p>13.059</p> <p>Änderungen Gewässerschutzgesetz</p> <p>(Verursachergerechte Finanzierung der Elimination von Spurenstoffen im Abwasser)</p>	<p>UVEK</p> <p>BPUK,</p> <p>FoDK,</p> <p>JDK</p>	Hoch	Noch nicht behandelt		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013: Die Anträge der BPUK wurden im Vernehmlassungsverfahren im Wesentlichen angenommen, so dass die Kantone hinter der Vorlage stehen. 2014: Keine Behandlung durch EnDK</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						
13.060 Medizinalberufesgesetz (MedBG) Änderung	EDI GDK, EDK, KdK	Hoch Kriterien Berufszulassung; Informationspflichten; Stärkung der Kompetenzen der Grundversorgung und Hausarztmedizin; Präzisierung der Bestimmungen zum Register	Abschluss parlamentarische Beratung/ Differenzbereinigung in Herbstsession 2014		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	Ja; z.B.bleibt es den Kantonen überlassen, wie sie die Sprachkenntnisse prüfen, zum Beispiel anhand der Vorlage von bereits erworbenen Sprachzertifikaten, wie es auch der bisherigen Praxis des Bundesamtes für Gesundheit entspricht. Die GDK begrüsst zudem, dass in Entsprechung ihres Antrages nunmehr auf die Amtssprache des Kantons abgestellt wird, für den eine Bewilligung zur privatwirtschaftlichen Berufsausübung in eigener fachlicher Verantwortung beantragt wird.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Änderungen werden positiv beurteilt:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stärkung der Kompetenzen für die Grundversorgung und Hausarztmedizin (Zusammenarbeit mit verschiedenen Fachpersonen); • Anpassung der Aus- und Weiterbildungsziele infolge Berücksichtigung der Komplementärmedizin gemäss Art. 118a BV • Informationsaustausch im Zusammenhang mit einem Bewilligungsentzug • Kenntnis der im Kanton gesprochenen Sprache als Voraussetzung für eine Berufsausübungsbewilligung 						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>In der Kommission neu eingebracht wurde Ende 2013 ein Antrag, die Registrierungspflicht auf alle in der Schweiz tätigen Ärzte auszudehnen. Noch ist nicht klar, welche Auswirkungen dies auf die Aufgaben der Kantone hat und inwiefern sie in Fragen der Zulassung zur Berufsausübung in ihrem Spielraum eingeschränkt werden.</p> <p>Der Ständerat hat entschieden, dass sich registrieren lassen muss, wer «eine selbständige fachliche Verantwortung übernimmt.» Damit erfasst das Register beispielsweise neu auch Mediziner, die in Gruppenpraxen arbeiten. Damit könne es eine Massnahme sein zum Schutz vor «falschen Ärzten». Der Nationalrat ist dem Ständerat in dieser Frage gefolgt.</p>						
<p>13.064</p> <p>Bundesgesetz über die Zuständigkeiten im Bereich des zivilen Nachrichtendienstes. Änderung</p>	<p>VBS</p> <p>KKIPD,</p> <p>RK MZF</p>	<p>Gering. Es geht v.a. um Rechtsgrundlagen für die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten des Bundes im Ausland.</p>	<p>In der Schlussabstimmung vom 21.3.14 angenommen.</p>		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Unproblematisch. KKJPD hat nicht Stellung genommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Unproblematisch; Es geht v.a. um den Weiterbetrieb der für Infos aus dem Ausland wichtigen Datenbank ISAS bis zum Inkrafttreten des neuen Nachrichtendienstgesetzes.						
13.068 Personenbeförderungsgesetz (Fanzüge) Änderung	UVEK KöV, KKIPD	Betrifft den Umgang mit problematischen Fussball- und Eishockeyfans. Betrifft die Kantone stark	18.9.14: NR beschliesst Rückweisung an den BR.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Siehe Beurteilung der Vernehmlassungsvorlage.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
KVF-N beantragt dem Plenum entgegen der Haltung der KKJPD, die angehört wurde, Nichteintreten auf die Vorlage. Aus föderalistischer Sicht unproblematisch, aus inhaltlicher Sicht problematisch.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.070 Freihandelsabkommen zwischen den EFTA-Staaten und den zentralamerikanischen Staaten (Costa Rica und Panama). Genehmigung	WBF KdK, VDK, LDK	Verpflichtungen in den Bereichen Dienstleistungen und öffentliches Beschaffungswesen	Erledigt	Nein; keine Konsultation zu Verhandlungsergebnis	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Problematik, dass FHAs im Prinzip nicht dem fakultativen Staatsvertragsreferendum unterstehen und der Bund deshalb auf eine Vernehmlassung verzichtet.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Vorlage wurde nicht dem fakultativen Staatsvertragsreferendum unterstellt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
13.071 Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und China	WBF KdK , VDK, LDK	Verpflichtungen in den Bereichen Dienstleistungen, öffentliches Beschaffungswesen und Erteilung Arbeits- und Aufenthaltbewilligungen.	Erledigt	Nein; keine Konsultation zum Verhandlungsergebnis	<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Problematik, dass FHAs im Prinzip nicht dem fakultativen Staatsvertragsreferendum unterstehen und der Bund deshalb auf eine Vernehmlassung verzichtet.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Abkommen wurde vom Ständerat nach Annahme der Masseneinwanderungsinitiative genehmigt, obwohl darin Bestimmungen enthalten sind, die mit dem neuen Artikel 12 1a BV nicht vereinbar sind.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
13.073 Doppelbesteuerung. Abkommen mit Frankreich	EFD FDK, VDK	Das Abkommen betrifft mit der Erbschaftssteuer eine Kantonskompetenz		Zwar gab es fachtechnische Experten aus Kantonen in der Verhandlungsdelegation, aber die Konsultationsfristen in 2012 lagen jeweils unter 5 Arbeitstagen.	Keine neue Aufgabe. Das neue Abkommen soll eine alte Fassung aus dem Jahr 1953 ersetzen.	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die FDK vertrat die Auffassung, dass das in den Verhandlungen erzielte Resultat zwar deutlich schlechter als das geltende Abkommen, jedoch einem vertragslosen Zustand vorzuziehen sei. Die Westschweizer FDK (CLDF) bekämpfte demgegenüber das Abkommen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die unterschiedliche Beurteilung des Abkommens innerhalb der FDK schlug sich auch in den eidgenössischen Räten nieder. Nach der Bestätigung seines Nichteintretens durch den NR am 04.06.2014 kündigte Frankreich am 17.06.2014 das Abkommen mit der Schweiz. Danach trat am 18.09.2014 auch der SR nicht darauf ein, nachdem er es zuvor an den Bundesrat zur Neuverhandlung zurückweisen wollte.</p>						

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
13.074 Energiestrategie 2050, erstes Massnahmenpaket. Für den geordneten Ausstieg aus der Atomenergie (Atomausstiegsinitiative). Volksinitiative	UVEK EnDK, KdK, VDK, FDK, BPUK, FoDK	Haute	2014: Beratung im Erstrat (Nationalrat) im Dezember 2014 abgeschlossen. Anfang 2015 wird sich der UREK-S mit der Vorlage befassen.	Procédure de consultation lancée fin 2012. Message approuvé par le CF en septembre 2013. 2014 : Die Kantone haben ihren Standpunkt gegenüber dem Nationalrat in einem gemeinsamen Schreiben der KdK, BPUK und EnDK im Vorfeld der Debatte schriftlich kundgegeben.	Le Conseil fédéral propose un changement du système mis en œuvre par les cantons pour l'encouragement de l'efficacité énergétique dans les bâtiments (actuellement financé par l'affectation partielle de la taxe sur le CO2 et, en partie, par les cantons). L'EnDK est d'avis que le nouveau système proposé viole la Constitution fédérale car il est contraire à l'autonomie organisationnelle des cantons selon l'art. 47 Cst et outrepassé la compétence limitée aux principes accordée à la Confédération selon l'art. 89 Cst. De plus, le mécanisme proposé exige un cofinancement des cantons exagéré compte tenu de la pression croissante sur les finances cantonales. 2014 : Der Nationalrat hat durch seine Beschlüsse die für 2013 beschriebene Situation zusätzlich verschärft.	2014/15: Das BFE hat per Anfang 2015 eine Arbeitsgruppe mit Mitwirkung der EnDK eingesetzt, um den Vollzug im Gebäudebereich ab 1.1.2017 vorzubereiten.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013 : Le message adopté par le Conseil fédéral sur la stratégie énergétique 2050 a fait l'objet de modifications significatives en comparaison au projet de consultation. Une grande partie des demandes adressées par les cantons dans le cadre de la consultation a été entièrement ou partiellement prise en compte. Certains points importants restent toutefois problématiques, avant tout concernant le système d'encouragement dans le domaine des bâtiments, mais également des points de vue de l'aménagement du territoire et de l'encouragement des énergies renouvelables. Avec ces différences, des questions fondamentales liées au fédéralisme sont touchées. Les cantons sont également concernés en tant que copropriétaires d'entreprises d'approvisionnement en électricité (EAE) importantes et en tant que coresponsables pour la sécurité de l'approvisionnement. Les cantons se prononcent en faveur de conditions-cadres proches du marché.</p> <p>2014 : dito</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Premières délibérations prévues en 2014.</p>						
<p>13.079 Für eine öffentliche Krankenkasse. Volksinitiative</p>	<p>GDK</p>	<p>Ordnungs- und wettbewerbspolitische Frage; Anzahl der KK hat Einfluss auf Grösse des Versichertenkollektivs in einem Kanton und die Reservebestimmungen</p>	<p>Von beiden Kammern Stimmbevölkerung zur Ablehnung empfohlen Abstimmungs-termin Herbst 2014</p>		<p>Ja Nach wie vor kantonale / regionale Prämien vorgesehen</p>	

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>2013: Die Plenarversammlung der GDK lehnt Initiative [und den vom Parlament zwischenzeitlich zur Diskussion stehenden indirekten Gegenvorschlag] ab. Die Vorlage wird aber von einer starken Minderheit unterstützt. Die Verfeinerung des Risikoausgleichs wird hingegen innerhalb der GDK unterstützt.</p> <p>2014: Rejet par le peuple lors de la votation du 28 septembre 2014. Erledigtes Geschäft.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>-</p>						
<p>13.083 Steueramtshilfegesetz. Änderung</p>	<p>EFD FDK, KdK</p>	<p>vgl. Erhebungsblatt vom 07.10.2013.</p>	<p>NR und SR stimmen in den schlussabstimmungen am 21.03.2014 zu.</p>			
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die FDK stimmte am 20.09.2013 der Vernehmlassungsvorlage zu, obschon die von ihr geforderte Aufhebung der Selbstbindungen in Art. 21 Abs. 2 und 22 Abs. 6 StAhiG nicht enthalten war. Der Bundesrat verabschiedete am 16.10.2013 die Botschaft, welche mit Ausnahme des Ausschluss der Amtshilfe aufgrund von gestohlenen Daten am Inhalt der Vernehmlassungsvorlage festhält.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine Bemerkungen						
13.084 Familien stärken! Steuerfreie Kinder- und Ausbildungszulagen. Volksinitiative (13.084)	EFD FDK, EDK SODK	Eingriff in Steuerhoheit und -substrat der Kantone	Am 26.09.2014 empfahlen NR und SR in der Schlussabstimmung zur Ablehnung.	Ja; die Steuerausfälle von Kantonen und Gemeinden wurden von der FDK erhoben und fanden Eingang in die Botschaft des Bundesrats	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja (wird ggf. geschaffen) • Nein • Nein 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die FDK empfahl die Volksinitiative am 31.01.2014 und 30.01.2015 zur Ablehnung. Sie führt zu Einnahmeausfällen von rund 1 Mrd. Franken, wovon 760 Mio. auf Kantone und Gemeinden entfallen. Sie ist angesichts der bereits umfangreichen ausserfiskalischen und fiskalischen Berücksichtigung der Kinderlasten unnötig. Steuersystematisch verstösst sie gegen die Gesamt-reineinkommenstheorie. Die Volksabstimmung findet am 08.03.2015 statt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Ablehnung entspricht der Position der FDK.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
13.086 Bundesbeschluss zur Volksinitiative «Stopp der Überbevölkerung – zur Sicherung der natürlichen Lebensgrundlagen»	EJPD KdK , BPUK FoDK KKJPD LDK	Würde zur Kündigung des FZA und damit zum Wegfall der bilateralen Abkommen mit der EU führen	Erledigt	Nein, keine Gelegenheit zur Stellungnahme, da Volksinitiative	<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Volksinitiative wurde am 30. November 2014 von Volk und Ständen deutlich verworfen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Keine grundsätzlichen Differenzen zur Positionierung der Kantone.						
13.087 Steuererlassgesetz	FDK	Neu werden alle Gesuche um Erlass der direkten Bundessteuer durch die Kantone beurteilt.	NR und SR stimmten in der Schlussabstimmung vom 20.06.2014 der Vorlage zu.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Nur marginal relevant • Ja 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die FDK stimmt der Vernehmlassungsvorlage am 25.01.2013 zu. Die Inkraftsetzung erfolgt in Übereinstimmung mit der FDK auf den 01.01.2016.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die Beschlüsse von NR und SR stimmen mit der Position der FDK überein.						
13.088 Vernehmlassungsgesetz. Änderung	BK KDK, SSK	Grande (siehe unten)	L'affaire est liquidée, le projet ayant été adopté lors du vote final du 26.09.2014.		Les cantons ont pu participer au processus de décision à satisfaction et faire entendre leur voix (art. 45 Cst), Ainsi, lors de futures procédures de consultation, ils pourront analyser les projets qui leur seront soumis et s'assurer du respect des principes constitutionnels susmentionnés.	(Siehe unten)

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
----------------	-----------	-----------------------------	--	--	--	--

Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):

2013 : Selon le Message du 6 novembre 2013 du Conseil fédéral relatif à ce projet, aucune des demandes résumées dans la 2^e partie du formulaire n'a été intégrée dans le projet soumis au Parlement. À l'exception de la suppression de la procédure de consultation sous forme de conférences, qui est à saluer, les éléments dont il a été tenu compte dans le nouveau projet du Conseil fédéral sont d'importance mineure.

Pour ces motifs, une audition a été demandée à la CIP-CE.

2014 : C'est par cette audition que s'est ouverte la phase parlementaire, le 27 janvier 2014. Même si les Chambres fédérales n'ont pas donné suite à toutes les demandes des cantons, ceux-ci ont pu faire entendre leur voix, et la solution de compromis adoptée au vote final du 26 septembre 2014 constitue un bon équilibre entre les besoins des cantons et ceux des Chambres fédérales ou du Conseil fédéral lorsqu'ils déploient des activités législatives. Cette loi révisée entrera en vigueur en même temps que son ordonnance d'exécution révisée. Madame la chancelière de la Confédération a accepté que le GT interdépartemental en charge de la rédaction de ces adaptations accueille trois représentants des cantons – 2 personnes en provenance des cantons et 1 membre du secrétariat de la CdC -. Ce groupe a siégé pour la première fois le 4 novembre 2014.

Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:

L'audition du 27 janvier 2014 auprès de la CIP-E a porté ses fruits. La plupart des demandes des cantons ont été prises en considération. Le 3 mars, le CE a suivi les propositions de sa commission à l'unanimité (40 voix). Le 2 juin 2014, le CN a encore fait un pas de plus en faveur des cantons en réduisant la marge de manœuvre du Conseil fédéral et du Parlement, notamment en supprimant les possibilités de renoncer à une procédure de consultation (biffer l'art. 3a). La CIP-E n'a pas voulu suivre le CN sur ce point, estimant que la souplesse apportée par l'article 3a était importante pour le Parlement. Le 3 septembre, la CdC adressait un courrier à tous les membres du CE pour les prier d'éliminer cette divergence en biffant l'article 3a. Le CE a partiellement entendu les cantons lors de sa séance du 10 septembre, et la solution de compromis retenue a été adoptée en vote final le 26 septembre 2014 par les 2 Chambres fédérales.

Il ressort de ces éléments que la phase parlementaire s'est globalement déroulée à satisfaction pour les cantons. Le Parlement, en tant qu'Autorité menant elle-même des procédures de consultations pour ses propres projets, a certes veillé à ses intérêts. Conscientes cependant de l'importance de cette loi pour les cantons, les Chambres ont entendu ces derniers, faisant bon accueil à la plupart de leurs demandes et octroyant ainsi une large place aux requêtes des cantons.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.090 Schutz der Kulturgüter bei bewaffneten Konflikten. Bundesgesetz. Totalrevision	RK MZF	erheblich	Gesetz tritt am 01.01.2015 in Kraft		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz Feuerwehr (RK MZF) begrüsst die Neukonzeption der Gesetzesgrundlage, insbesondere weil dadurch auch wirksame Präventions- und Schadensbewältigungsmassnahmen im Zusammenhang mit natur- oder zivilisationsbedingten Katastrophen und Notlagen in Friedenszeiten einbezogen werden. Das revidierte Gesetz trägt den aktuellen Bedürfnissen und Gegebenheiten im Bereich des Kulturgüterschutzes in geeigneter Weise Rechnung</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Positiv</p>						
13.093 Rettet unser Schweizer Gold (Gold-Initiative). Volksinitiative	EFD FDK	Die Annahme der Initiative hätte Ausschüttungen der SNB an die Kantone noch unwahrscheinlicher gemacht.	NR und SR empfahlen die Initiative in den Schlussabstimmungen am 20.06.2014 zur Ablehnung.	Ja, FDK-Sekretariat war an Ausarbeitung der Botschaft beteiligt.	<ul style="list-style-type: none"> • Nicht relevant • Wäre geschaffen worden • Nicht relevant • Nicht relevant 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die FDK empfahl die Initiative am 31.01.2014 und 29.09.2014 zur Ablehnung. In der Volksabstimmung vom 30.11.2014 wurde die Initiative abgelehnt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die Beschlüsse von NR und SR entsprachen der Position der FDK.						
13.101 ZGB.Kindesunterhalt	SODK KKJPD KOKES	Ja	Von beiden Räten behandelt, abweichend			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
13.103 Bundesgesetz über die politischen Rechte, Änderung	BK SSK					

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Haupteinwände der Kantone (kein Nachzählungsautomatismus, gleiche Versandfristen wie bei Abstimmungen, keine Nachfristen, Beibehalten Frist von 100 Tagen für Einreichung Unterschriften für Initiativen und Referenden, Wahlbeobachtungen) wurden berücksichtigt.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die SSK wurde von der SPK-SR angehört, unsere Einwände berücksichtigt</p>						
<p>13.104 Schweizer Beteiligung an der KFOR. Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes</p>	<p><u>RKMZF,</u> KKJPD</p>					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die RK MZF wurde zur Frage der Verlängerung des Swisscoy-Einsatzes nicht angehört. Der Vorstand der RK MZF hat entschieden, sich zu der Schweizer Beteiligung an der KFOR nicht zu äussern</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.105 Internationales Übereinkommen zum Schutz aller Personen vor dem Verschwindenlassen. Genehmigung	KKJPD	Es soll ein Netzwerk von Koordinationsstellen (Bund und Kantone) eingerichtet, um bei einem Verdacht auf Verschwindenlassen rasch den Aufenthaltsort der betroffenen Person zu klären.	Noch nicht behandelt.		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	—
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
13.107 Millionen-Erbschaften besteuern für unsere AHV (Erbschaftsteuerreform). Volksinitiative	EFD FDK KdK SODK	Fundamentaler Eingriff in Steuerhoheit und -substrat der Kantone	NR und SR empfohlen in den Schlussabstimmungen am 12.12.2014 die Initiative zur Ablehnung.	Ja, FDK wirkte bei Ausarbeitung der Botschaft mit	<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die Initiative stellt einen fundamentalen Eingriff in Steuerhoheit und -substrat der Kantone dar. Ausserdem weist sie verschiedene Mängel auf (z.B. Rückwirkung, bestreitbare Einheit der Materie, Abstellen auf Verkehrs- statt Steuerwerte, Unternehmensnachfolge, Nachlass- statt Erbanfallbesteuerung)</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Die Beschlüsse von NR und SR entsprechen der Position der FDK.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
13.108 Europäische Satellitennavigationsprogramme Galileo und Egnos. Genehmigung und Umsetzung des Kooperationsabkommens	KdK GDK KKJPD	Gering	Erledigt.	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Unproblematisch						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Unproblematisch						
13.109 Verbesserungen beim Informationsaustausch zwischen Behörden im Umgang mit Waffen. Bundesgesetz	KKIPD RK MZF	Bund und Kantone müssen ein gemeinsames Waffenregister schaffen.	SR abgeschlossen, NR hängig	Ja		

<i>Vorlage</i>	<i>DK</i>	<i>Relevanz für Kantone</i>	<i>Stand parlamentarische Beratung</i>	<i>Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)</i>	<i>Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?</i>	<i>Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):</i>
					<ul style="list-style-type: none"> • <i>Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV)</i> • <i>Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV)</i> • <i>Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2)</i> • <i>Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Programmvereinbarung vorgesehen?</i> • <i>Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?</i>
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): KKJPD unterstützt die Vorlage; hat in den SiK eingebracht, dass mit der Schaffung einer Waffenplattform alle Waffen nachregistriert werden müssen; ist im NR umstritten.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: SiK-N hat grossen Druck auf die KKJPD gemacht, die IT-Lösung betr. Waffenregister rasch bereit zu stellen. KKJPD hat die Plattform per 1.1.15 geschaffen, aber nun fehlt die gesetzliche Grundlage des Parlaments für das Geschäft. Aus Sicht der Kantone ist die Verzögerung nach dem Effort der Kantone sehr ärgerlich.</p>						
13.110 Weiterbildungsmaster der Fachhochschulen. Beibehaltung von Anerkennung und Titelschutz (11.3921, Mo. Bischofberger). Abschreibung. Titelschutz formaler Bildungsgänge inklusive Weiterbildungsmaster an Fachhochschulen (12.3019, Po. WBK-NR)	EDK VDK	Keine				

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Keine politische Relevanz für die Kantone.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
13.451 Pa.Iv. Quadranti Rosmarie. Weiterführung und Weiterentwicklung der Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung	SODK EDK FDK	Hoch	Abgeschlossen, Verlängerung tritt auf 1.1.2015 in Kraft	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Weiterführung der Finanzhilfen wurde von der SODK mit einem Schreiben an die dafür zuständige parlamentarische Kommission WBK unterstützt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.019 Für eine nachhaltige und ressourcen-effiziente Wirtschaft (Grüne Wirtschaft). Volksinitiative und indirekter Gegenvorschlag	BPUK EnDK LDK, VDK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Vorlage wurde grundsätzlich unterstützt, jedoch zu umfassend und im Bereich Abfallentsorgung Subsidiarität und Eigenständigkeit Kt. zum Teil nicht gewahrt.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Anträge der BPUK wurden zu einem grossen Teil aufgenommen; Rückweisung an Kommission, Entschlackung der Vorlage ist erfolgt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.022 Nachrichtendienstgesetz	RK MZF KKJPD	Das zentrale Anliegen der Vorlage besteht darin, Tätigkeit, Beauftragung und Kontrolle des Nachrichtendienstes gesetzlich zu regeln. Die Nachrichtendienste der Kantone und des Bundes arbeiten zusammen. Die Kantone arbeiten teilweise im Auftrag des Bundes.	Noch nicht behandelt.			
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.023 Zweitwohnungen. Bundesgesetz	BPUK KdK, VDK	Hoch			Subsidiarität nicht gegeben, aber in Verfassung so angelegt.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Anliegen Bergkantone wurden in Beratung zu einem grossen Teil aufgenommen – im Rahmen der verfassungsmässigen Möglichkeiten i.O. Kompromiss im Parlament ohne Einbezug der Kantone und ohne die übliche parlamentarische Differenzbereinigung.						
14.025 Asylgesetz. Verlängerung der dringlichen Änderungen	KKIPD, SODK	Ermöglicht Weiterführung des Testzentrums Zürich für die Neustrukturierung des Asylverfahrens.	Angenommen in der Schlussabstimmung vom 26.9.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv. KKJPD hat die Vorlage unterstützt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Unproblematisch.						
14.026 Für eine sichere und wirtschaftliche Stromversorgung (Stromeffizienz-Initiative). Volksinitiative	UVEK EnDK, KdK BPUK	Mittel	(2015): Energiekommission des NR hat die Vorlage im Januar 2015 abgelehnt (15 zu 9 Stimmen)	Keine Möglichkeit zur Stellungnahme	Die Frage stellt sich nicht, da der Bundesrat die Initiative ablehnt.	–
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Vorlage wird vom Bundesrat abgelehnt und ist föderalistisch unproblematisch. Das Thema Energieeffizienz wird in der Energiestrategie 2050 aufgenommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Die Vorlage wird vom Bundesrat abgelehnt und ist föderalistisch unproblematisch.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.029 Weiterentwicklung des Dublin/Eurodac-Besitzstands. Übernahme der revidierten Rechtsgrundlagen	KKJPD KdK	Vollzug durch Kantone.	Angenommen in der Schlussabstimmung vom 26.9.14	Ja		
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.031 Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Übernahme der Verordnung zur Einführung eines Evaluierungsmechanismus für die Überprüfung der Anwendung des Schengen-Besitzstandes	KKJPD, KdK SODK	Kantone sind von Schengen-Überprüfungen betroffen. (Bereiche Polizei und Grenze)	Angenommen mit Schlussabstimmung vom 26.9.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.032 Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Wiedereinführung von Kontrollen an den Binnengrenzen sowie Änderungen im Asyl- und Ausländerrecht	KKJPD KdK, SODK	Kantone sind an der Willensbildung betr. Wiedereinführung Grenzkontrollen des Bundes beteiligt.	Angenommen in der Schlussabstimmung vom 26.9.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.034 ZGB. Beurkundung des Personenstands und Grundbuch	KKJPD	Regelt Betrieb und Finanzierung des Informatisierten Personenregisters INFOSTAR, das durch den Bund betrieben wird, aber ein zentrales Arbeitsinstrument für die Zivilstandsbehörden der Kantone darstellt.	Noch nicht behandelt.		Kann noch nicht abschliessend beurteilt werden.	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Kann noch nicht beurteilt werden.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
14.035 StGB. Korruptionsstrafrecht	<u>KKJPD</u> KdK	Auch Bestechung privater wird neu von Amtes wegen verfolgt. Vollzug durch Kantone.	Im Rat noch nicht behandelt		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Offen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.040 Exportrisikoversicherungsgesetz (SERVG). Änderung	<u>VDK</u>					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Ist ein Teil der Standortförderung; hat aber keine direkte Relevanz für die Kantone. Nur für Unternehmen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.046 Bundesgesetz über den Wald. Änderung	FoDK LDK	Gross (klassische Verbundaufgabe; Finanzielle Aufteilung Bund/ Kantone = 40%/60%)	Anfang 2015 in UREK-S; ev. März 2015 vor Ständerat		Tendenz: Zunehmende Zentralisierung. Die zunehmende Zentralisierung konnte nur mit koordinierten und pointierten Vernehmlassungseingaben abgeschwächt werden.	Auch über die Programmvereinbarungen ist gegen eine zunehmende Zentralisierungstendenz anzukämpfen.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Abschliessen wurden viele Anliegen im Sinne des Föderalismus aus der Vernehmlassung der Kantone und der Direktorenkonferenz aufgenommen, die Gesamtvorlage verbessert. Die Vorlage ans Parlament kann daher aus dieser Sicht heute als befriedigend beurteilt werden.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Noch ausstehend.						
14.049 Europäisches Grenzüberwachungssystem (EUROSUR). Übernahme der Verordnung	KKIPD, KdK	Kantone sind indirekt betroffen im Vollzug Ausländer- und Asylgesetz.	Behandelt vom Ständerat.	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
KKJPD hat zustimmend Stellung genommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.050 Wirtschaftliche und soziale Ungleichheiten in der erweiterten EU. Beitrag der Schweiz zu Gunsten von Kroatien	<u>KdK</u>	Gering.	Erledigt	Ja, aber keine gemeinsame Stellungnahme der Kantone	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Unproblematisch						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Unproblematisch						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
14.051 Steuerbefreiung von juristischen Personen mit ideellen Zwecken. Bundesgesetz	FDK	(tiefe) Steuer- ausfälle und eher höherer Veranlagungs- aufwand	SR stimmt der Vorlage am 10.09.2014, die WAK-N am 21.10.14 zu.		<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Die FDK (28.06.2013) und mit ihr 15 Kantone sprachen sich in der Vernehmlassung für eine einschränkungslose Erhöhung der Freigrenze für alle juristischen Personen aus. Dies hätte zwar höhere Steuerausfälle bewirkt, aber den Veranlagungsaufwand sowie Abgrenzungen/Definitionen der „ideellen Zwecke“ erübrigt. Der Bundesrat, 6 Kantone und der Ständerat ziehen die Einführung einer Freigrenze nur für juristische Personen mit ideellen Zwecken vor, weil dies dem Auftrag der Motion Kuprecht besser entspreche.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Der Ständerat folgte dem Bundesrat und damit einer Minderheit der Kantone.</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.053 Strafregistergesetz (VOSTRA)	KKJPD	Neu sollen künftig auch die kantonalen Polizeistellen, die für die Zulassung von Sicherheitsfirmen zuständigen Stellen und die für die Pflegekinderaufsicht zuständigen Behörden Zugang zum Strafregister erhalten.	Erst in RK-N behandelt..		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): KKJPD wurde in der RK-N angehört.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Der Zugang insbesondere der Polizei zum VOSTRA entspricht einem langjährigen Anliegen der KKJPD.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.054 Obligatorische Erdbebenversicherung. Abschreibung der Motion 11.3511	<u>RK MZF</u> KdK, BPUK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Der Vorstand der RK MZF ist der Auffassung, dass es weder für eine Bundes- noch für eine Konkordatslösung Sinn macht, das Projekt Erdbebenversicherung weiter zu verfolgen bzw. von kantonaler Seite erneut anzustossen. Abklärungen mit dem Schweizerischen Pool für Erdbebendeckung der kantonalen Gebäudeversicherungen haben jedoch ergeben, dass es nicht nur die Frage der Erdbebenversicherung gibt, sondern auch zahlreiche offene Fragen im Bereich der Schadensbewältigung wie auch der Schadensregulierung bestehen, deren Beantwortung im Interesse der Kantone liegen müsste. Diese Thematik wird im ersten Halbjahr 2015 in Zusammenarbeit mit dem Pool aufgearbeitet.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.055 Eventualverpflichtungen der Wohnraumförderung 2015-2021. Rahmenkredit	<u>VDK</u> KdK BPUK					
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): → VDK nahm keine Stellung zur Vorlage.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.059 Bundesgesetz über den zivilen Ersatzdienst. Änderung	RK MZF EDK KKJPD	mässig	SiK -S am 26.01.2015 beraten und empfiehlt Annahme		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die RK MZF begrüsst grundsätzlich die vorgesehenen Massnahmen bezüglich der Revision des Zivildienstgesetzes. Insbesondere sind die Anpassungen in Verbindung mit dem im Rahmen der Weiterentwicklung der Armee revidierten Militärgesetz (MG) zu begrüssen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Beratungen verlaufen gemäss Vorgaben						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
14.060 Europäisches Unterstützungsbüro für Asylfragen. Vereinbarung mit der EU	KKJPD, SODK	Austausch mit den Dublin-Staaten in Asylfragen soll ausgebaut werden. Kantone vollziehen Dublin-Rücküberstellungen.	Behandelt vom NR	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): KKJPD hat positiv Stellung genommen.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: Unproblematisch						
14.063 Asylgesetz. Neustrukturierung des Asylbereichs	KKJPD, _SODK	Kantone sind stark an der Umsetzung beteiligt.	Noch nicht behandelt		<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	-
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Sehr positiv. Kantone wurden von Beginn an einbezogen. Eckwerte wurden in zwei nationalen Asylkonferenzen mit EJPD/KKJPD/SODK festgelegt.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.063 Asylgesetz. Neustrukturierung des Asylbereichs	KKJPD, SODK	Ja			In den bereits vorgelegten Erlassänderungen wurde die Kompetenz- und Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten. Allenfalls werden zu diesem Projekt jedoch noch weitere Erlassänderungen notwendig sein.	Aus heutiger Optik ist die Umsetzungsautonomie gewahrt. Dies müsste jedoch zu einem späteren Zeitpunkt nochmals geprüft werden. Momentan sind keine Programmvereinbarungen vorgesehen. Es ist jedoch denkbar, dass in einem nächsten Schritt Vereinbarungen zwischen Kantonen und dem Bund getroffen werden könnten.
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone): Die SODK und die KKJPD wurden von Anfang an in den Prozess einbezogen. Ein grosser Teil der Vorlage wurde von einer Projektorganisation Bund/Kantone/Gemeinden erarbeitet						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht: SODK wurde am 21. Oktober 2014 zur Anhörung in die SPK S eingeladen. Eine grundlegende Voraussetzung zur Erreichung des Ziels der Neustrukturierung ist die Zusammenarbeit der drei staatlichen Ebenen. Die Einigung auf die zentralen Eckpunkte ist ein wichtiges Zeichen zur Lösung einer gemeinsamen Verbundaufgabe. Diese Message wurde in der SPK S deponiert.						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.064 Bekämpfung der Kriminalität. Abkommen mit Kosovo	KKJPD	polizeiliche Zusammenarbeit im Westbalkan soll verstärkt werden; v.a. organisierten Kriminalität, Menschenhandel/-schmuggel, Drogenhandel und Terrorismus.	Behandelt vom SR	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
14.065 Verarbeitungssystem zur Fernmeldeüberwachung. Polizeiliche Informationssysteme des Bundes. Ausbau und Betrieb	KKJPD	Überwachungssystem für die kt. Strafverfolgungsbehörden. Gesamtkredit über 99 Mio. Franken.	Behandelt vom SR.	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Unabdingbar für die Kantone. Wichtiger Kredit, damit die Kantone Fernmeldeüberwachungen durchführen und auch neue Technologien überwachen können. Bedürfnisanalyse erfolgte gemeinsam mit den Kantonen.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						
14.066 Ressourcen- und Lastenausgleich zwischen Bund und Kantonen 2016-2019	KdK, FDK SODK	Le 2e Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT sert de base à la détermination pour la période 2016-2019, d'une	Le Conseil des Etats s'est prononcé le 9 décembre 2014. Le Conseil national doit encore se prononcer.	Un représentant de la CdC a participé aux séances du groupe technique « Rapport d'évaluation » qui a supervisé l'élabora-	Les propositions d'adaptation du système de péréquation financière et de compensation des charges sont conformes aux dispositions constitutionnelles en matière de répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.	Il est proposé de revoir les dispositions d'exécution des conventions-programmes de façon à réduire les tâches administratives dévolues aux cantons et accroître la marge de manoeuvre de ces derniers. Ce projet n'a pas d'effets directs sur l'autonomie des cantons puisqu'il n'est pas prévu de désenchevêtrer de nouvelles tâches. Néanmoins, il pourrait y avoir des effets indirects en fonction des ressources financières disponibles après péréquation pour financer les tâches cantonales.

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
		part, des contributions à la péréquation des ressources et, d'autre part, des contributions à la compensation des charges. Le 2e Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT propose des modifications du système de péréquation qui auront des incidences sur les montants versés par les cantons contributeurs et les montants reçus par les cantons béné-		tion du 2 ^e Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT.		

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
		ficiaires.			<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Dans son message du 3 septembre 2014, le Conseil fédéral n'a repris aucune des remarques exposées dans la prise de position de la CdC du 20 juin 2014.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p> <p>Le Conseil des Etats a décidé de ne pas réduire la dotation pour la péréquation des ressources comme demandé par les cantons. Il n'a donc pas suivi le Conseil fédéral qui proposait une diminution de cette dotation. En revanche, le Conseil des Etats n'est pas entré en matière sur la demande des cantons d'augmenter la dotation pour la compensation des charges excessives socio-démographiques.</p>						
14.067 Landesversorgungsgesetz. Totalrevision	<u>VDK</u> LDK, RK MZF					
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>→ VDK nahm keine Stellung zur Vorlage. MKZF aber schon. Keine Relevanz für Föderalismus.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.068 Beteiligung der Schweiz an Europäische Spallationsquelle ESS. Kredit 2013–2016. Änderung	EDK	Klein	Abgeschlossen	Nicht nötig	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	<ul style="list-style-type: none"> • Nein • Ja
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die Schweizer Beteiligung an internationaler Spitzenforschung ist auch aus Sicht der Kantone wichtig für den Bildungs- und Forschungsplatz Schweiz.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Reine Bundeskompetenz						
14.069 Weiterentwicklung der Armee. Änderung der Rechtsgrundlagen	RK MZF KKJPD	Erheblich	SiK-S erfolgt SiK-N: Februar 2015		<ul style="list-style-type: none"> • Ja • Ja • Ja • Ja 	

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten?	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV):
					<ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Die RK MZF begrüsst grundsätzlich die vorgesehenen Massnahmen zur Verbesserung des Verhältnisses zwischen den für die Sicherheit der Schweiz notwendigen Leistungen der Armee und den zur Verfügung stehenden Mittel. Es ist zu anerkennen, dass konkrete Schritte zur Beseitigung der in der aktuellen Armee aufgetretenen Mängel eingeleitet werden. Die Kantone unterstützen daher die Revision der Rechtsgrundlagen für die Weiterentwicklung der Armee. Wir nehmen mit Befriedigung zur Kenntnis, dass einzelne Entwicklungsschritte, welche die Kantone bereits im Zusammenhang mit der Armee XXI vor mehr als 10 Jahren angeregt haben, in die aktuelle Vorlage aufgenommen wurden						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
14.073 SchKG. Gewerbsmässige Vertretung im Zwangsvollstreckungsverfahren	KKIPD	kantonale Kompetenz zur Regelung der gewerbsmässigen Gläubigervertretung soll aufgehoben werden.	Im Rat noch nicht behandelt.	Ja	• Ja	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Verzicht der KKJPD auf Stellungnahme.						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.074 Krebsregistrierungsgesetz	<u>GDK</u>	Hoch	Fin ocobre 2014: projet de loi transmis au parlement		Ce projet vise à mettre en place un système de monitoring des maladies oncologiques uniformes dans toute la Suisse. Les tâches et responsabilités sont partagées entre cantons et confédération.	
<p>Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):</p> <p>Le projet de loi règle la collecte, l'enregistrement et le transfert des données relatives aux maladies oncologiques, afin de pouvoir les évaluer et les publier au niveau national. Il garantit ainsi un enregistrement du cancer complet et uniforme dans toute la Suisse. Ces données permettront d'améliorer les mesures de prévention et de détection précoce et d'évaluer la qualité des soins, des diagnostics et des traitements.</p> <p>La CDS soutient ce projet de loi, même si elle considère que l'effort financier à fournir par les cantons est important.</p>						
<p>Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:</p>						

Vorlage	DK	Relevanz für Kantone	Stand parlamentarische Beratung	Mitwirkung an Willensbildung rechtzeitig gegeben (BV Art. 45 + Art. 55)	Kompetenz-/Aufgabenteilung Bund-Kantone eingehalten? <ul style="list-style-type: none"> • Subsidiaritätsprinzip beachtet? (Art. 5a BV, Art. 43a Abs. 1 BV) • Verfassungsgrundlage vorhanden? (Art. 42 BV) • Fiskalische Äquivalenz eingehalten? (Art 43a Abs. 2) • Eigenständigkeit der Kantone gewahrt? (Art. 47 BV) 	Bei Umsetzung von Bundesrecht: (Art. 46 BV): <ul style="list-style-type: none"> • Programmvereinbarung vorgesehen? • Kantonale Umsetzungsautonomie gewahrt?
14.076 Al-Qaida und Islamischer Staat. Verbot der Gruppierungen sowie jeweils verwandter Organisationen	KKJPD	Entspricht weitestgehend der Ende 2014 auslaufenden Verordnung der Bundesversammlung über das Verbot der Gruppierung Al-Qaïda und verwandter Organisationen; Vollzug durch NDB und Kantone.	Erledigt mit Schlussabstimmung vom 12.12.14	Ja	<ul style="list-style-type: none"> • Ja 	
Gesamtbeurteilung der Vorlage (einschliesslich Berücksichtigung der Vernehmlassungen der Konferenzen bzw. der Kantone):						
Positiv; ist im Sinne der KKJPD						
Beurteilung der parlamentarischen Beratungen aus föderalistischer Sicht:						
Positiv.						

Tableau VIII

Liste des interventions parlementaires de la Confédération politiquement importantes pour les cantons en 2014

Période d'observation:

01.01. – 31.12.2014

	Parlamentarische Initiativen / Initiatives parlementaires
14.475	Föderalistische Lösung bei der Anwendung des KVG / Pour des dispositions d'application de la LAMal fédéralistes
14.466	Für eine einheitliche Regelung der medizinisch-diagnostischen Geräte im Interesse der Versicherten / Appareils médicaux et diagnostiques. Pour une réglementation cohérente et dans l'intérêt des assurés
14.460	Als erste Fremdsprache ist eine zweite Landessprache zu unterrichten / La première langue étrangère enseignée est une deuxième langue nationale
14.459	Erlernen einer zweiten Landessprache ab der Primarschule / Apprentissage d'une deuxième langue nationale dès l'école primaire
14.451	Fonds für Qualifizierungsoffensive in der beruflichen Grundbildung von Bund, Kantonen und OdAs / Formation professionnelle initiale. Fonds en faveur d'une offensive de qualification
14.448	Praxisorientierte Gestaltung der Übergangspflege / Soins de transition. Adapter les règles de financement à la pratique
14.443	Berufsbildung stärken auf Verfassungsebene / Renforcement de la formation professionnelle au niveau constitutionnel
14.436	Für eine umwelt- und klimafreundliche Energieversorgung / Pour un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement et du climat
14.432	Straflose Selbstanzeige befristen. Anreiz zu Steuerehrlichkeit mit der individuellen Amnestie / Limiter dans le temps les dénonciations spontanées non punissables. Inciter à l'honnêteté fiscale par une amnistie individuelle
14.431	Faire Besteuerung von Freizügigkeitsgeldern beim Wegzug aus der Schweiz in ein Land ausserhalb der EU/Efta / Imposition équitable des avoirs de libre passage de personnes qui quittent la Suisse pour un pays hors UE/AELE
14.417	Nachbesserung der Pflegefinanzierung / Amender le régime de financement des soins
14.407	Mehr Ausbildungsplätze in der Humanmedizin. Stopp dem drohenden Ärztemangel / Plus de places de formation dans la médecine humaine. Halte à la pénurie de médecins qui se dessine
	Postulate / Postulats
14.4282	Rhythmus beim Steuereinzug regulieren und Zahlungsmoral des Bundes verbessern / Régularisation du rythme d'encaissement des impôts et de la morale de paiement de la Confédération
14.4267	Stärkung der Politischen Bildung / Renforcement de l'éducation à la citoyenneté
14.4234	Angehende Lehrkräfte besser in den anderen Heimatsprachen ausbilden / Langues nationales. Améliorer les compétences linguistiques des futurs enseignants
14.4210	Notschlafstellen: getroffene oder geplante Massnahmen / Accueil de nuit d'urgence. Mesures prises ou à envisager
14.4136	Keine Bestrafung durch Wirtschaftswachstum. Reale kalte Progression aufdecken / La croissance économique ne doit pas être un facteur pénalisant. Mettre au jour la progression à froid réelle
14.4127	Kampf gegen Islamophobie und Antisemitismus: Zusätzlich zu Sanktionen bei Fremdenfeindlichkeit oder Rassismus braucht es aktive Präventionsmassnahmen / Lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme par des mesures actives de prévention en complément des sanctions pour xénophobie ou racisme
14.4079	Stärkung des Vollzugs im Bereich Bauen ausserhalb der Bauzone / Renforcer l'exécution du droit en matière de construction hors zone à bâtir
14.4071	Bonus-Malus-System als Anreizsystem für den NFA / Instaurer un système de bonus-malus dans le cadre de la RPT
14.4026	Medizinische Versorgung bei häuslicher Gewalt: Bestandesaufnahme der politischen Konzepte und Praktiken der Kantone und Prüfung eines ausdrücklichen Auftrags im Opferhilfegesetz / Prise en char-

	ge médicale des cas de violence domestique. Politiques et pratiques cantonales et opportunité d'un mandat explicite dans la LAVI
14.4005	Klärung der Ursachen für die Unterschiede beim kantonalen Vollzug des Abkommens über die Personenfreizügigkeit / Clarification des raisons des différences dans la mise en oeuvre de l'Accord sur la libre circulation des personnes par les cantons
14.3838	Datenerhebung für den Vollzug der Agrarpolitik vereinheitlichen / Collecte de données en vue d'uniformiser l'exécution de la politique agricole
14.3831	Entschädigungen für Personen mit öffentlichen Aufgaben. Änderung des StHG und des DBG / Indemnités des personnes s'investissant dans des tâches publiques. Modifications de la LHID et de la LIFD
14.3814	Globales Sicherheitskonzept / Concept global de sécurité
14.3806	Verdichtetes Bauen in Zentren fördern, aber wie? / Comment encourager la densification des constructions dans les centres urbains?
14.3731	Erfolgsquote bei Lehrabschlussprüfung erhöhen / Améliorer le taux de réussite aux examens de fin d'apprentissage
14.3670	Konzept für Sprachaufenthalte / Concept pour un programme d'échanges linguistiques
14.3500	Gemeindefusionen über die Kantonsgrenzen hinweg / Autoriser les fusions de communes intercantionales
14.3486	Verlustvortrag angemessen ausgestalten / Pour une régulation appropriée des reports de pertes
14.3277	Den Entführungsalarm verbessern / Amélioration de l'Alerte enlèvement
14.3242	Strategie für eine schweizerische Alterspolitik aktualisieren / Réviser la stratégie de la Suisse en matière de politique de la vieillesse
14.3216	Den Entführungsalarm verbessern / Amélioration de l'alerte enlèvement
14.3193	Verbesserung der polizeilichen Ermittlungen in sozialen Netzwerken / Améliorer l'efficacité des enquêtes policières dans les réseaux sociaux
14.3181	Stopp den Einzeltrickbetrügnern und Trickdiebstählen / Mettre un terme aux escroqueries contre les personnes âgées et les vols à l'astuce
14.3161	Nationaler Massnahmenplan zur Verringerung der Lärmbelastung / Un plan national de mesures pour diminuer les nuisances sonores
14.3087	Finanzielle Sanktionen wie z. B. Bussen. Steuerliche Abzugsfähigkeit / Sanctions financières comme par exemple les amendes. Déduction fiscale autorisée
14.3005	Volkswirtschaftliche und fiskalpolitische Folgen von konkreten Modellen der Individualbesteuerung / Conséquences économiques et fiscales des différents modèles d'imposition individuelle
	Motionen / Motions
14.4288	Neuer Verteilmechanismus Bundesbeitrag Prämienverbilligung / Subsidies de la Confédération destinés à réduire les primes de l'assurance-maladie. Nouveau mécanisme de répartition
14.4242	Pauschalbesteuerung. Anwendung vereinheitlichen. Kontrollen verstärken / Imposition d'après la dépense. Harmoniser les règles, renforcer les contrôles
14.4205	Integration der Thematik häusliche Gewalt in die Aus- und Weiterbildung von Gesundheitsfachpersonen / Intégrer le thème de la violence domestique dans les programmes de formation et de formation continue des professionnels de la santé
14.4172	Drohende Nutzungskonflikte um die Ressource Wasser vermeiden / Gestion de l'eau en tant que ressource. Eviter les conflits d'intérêts
14.4070	Rahmengesetz für die Sozialhilfe / Loi-cadre sur l'aide sociale
14.4038	Den Föderalismus verteidigen. Eingeschränkte Verfassungsgerichtsbarkeit zugunsten der Kantone / Défense du fédéralisme. Juridiction constitutionnelle limitée en faveur des cantons
14.4029	Bauleistungen aus dem Anwendungsbereich des Freizügigkeitsabkommens ausschliessen! / Exclure les prestations du secteur de la construction du champ d'application de l'accord sur la libre circulation des personnes
14.4027	Nationale Statistiken zur häuslichen Gewalt / Violence domestique. Statistiques nationales
14.4024	Easy-Swiss-Tax. Vereinfachung des Steuersystems für natürliche Personen / Easy Swiss Tax. Simplification de la fiscalité applicable aux personnes physiques
14.4004	Steuerbarkeit von Unterstützungsleistungen und steuerliche Entlastung des Existenzminimums / Imposition des prestations d'aide sociale et allègement fiscal pour le minimum vital
14.3976	Verzicht auf unverhältnismässige Auflagen im Hinblick auf die Umsetzung der Energiestrategie 2050 / Veiller à ne pas compliquer la mise en oeuvre de la Stratégie énergétique 2050
14.3928	Anpassung der Finanzierung der ärztlichen Weiterbildung und der universitären Gesundheitsberufe / Adaptation du financement de la formation médicale spécialisée et des professions médicales universitaires

14.3927	Fonds für Qualifizierungsinitiative in der beruflichen Grundbildung von Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt / Formation professionnelle initiale. Fonds en faveur d'une offensive de qualification
14.3890	Strategie zur Reduktion der Abhängigkeit von Jugendlichen und jungen Erwachsenen von der Sozialhilfe / Stratégie visant à réduire la dépendance des jeunes et des jeunes adultes de l'aide sociale
14.3858	Einhaltung der NFA-Prinzipien in Vernehmlassungserläuterungen und Botschaften gemäss klar definierten Kriterien überprüfen / Respect des principes RPT dans les rapports sur les projets envoyés en consultation et dans les messages. Fixer des critères de contrôle clairs
14.3853	Anpassung beim Vermögensverzehr. Änderung des Bundesgesetzes über die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV / Part de la fortune prise en compte comme revenu. Modifier la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI
14.3802	NFA. Anpassung im Bereich der aggregierten Steuerbemessungsgrundlage / RPT. Adaptation dans la base d'imposition agrégée
14.3756	Lex Weber. Abgeltungen / Lex Weber. Indemnisations
14.3703	Missbrauchsbekämpfung in der Ergänzungsleistungen / Prestations complémentaires. Lutter contre les abus
14.3668	Wasserzinsregelung ab 2019 / Réglementation de la redevance hydraulique après 2019
14.3639	Verbesserung der Organisation der Krankenpflege und Hilfe zu Hause / Améliorer les services d'aide et de soins à domicile
14.3626	Klare Regelung für die Abzugsfähigkeit von Bussen / Déductibilité fiscale des amendes. Pour une réglementation claire
14.3568	Freiräume in städtischen Siedlungsgebieten / Espaces ouverts dans les milieux urbains
14.3442	Massnahmen zur Reduktion der Schwangerschaftsabbrüche / Mesures visant à réduire le nombre d'interruptions de grossesse
14.3441	Fokussierung der Bundesgerichtsbarkeit auf echte Interessen des Bundes / Juridiction fédérale en matière pénale. Se concentrer sur les intérêts essentiels de la Confédération
14.3411	Zahnärzte, die 90 Tage in der Schweiz arbeiten, benötigen eine Haftpflichtversicherung / Assurance responsabilité civile pour les dentistes qui travaillent 90 jours en Suisse
14.3380	Massnahmen zur Linderung des Fachkräftemangels aufgrund der neuen Ausgangslage / Mesures visant à pallier la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée eu égard à la nouvelle situation
14.3366	Ergänzungsleistungen und Prämienverbilligungen entkoppeln / Dissocier prestations complémentaires et réduction des primes
14.3307	Ergänzungsleistungen und Datenübermittlung / Prestations complémentaires et échanges de données
14.3299	Berücksichtigung von allgemeinen Abzügen und Sozialabzügen bei im Ausland beschränkt steuerpflichtigen Personen / Pour que les contribuables soumis partiellement à l'impôt à l'étranger puissent faire valoir les déductions générales et les déductions sociales
14.3285	Anpassung der Kinderzulagen / Adaptation des allocations pour enfant
14.3281	Erweiterung des Nationalstrassennetzes. Eidgenössische Partnerschaft / Partenariat confédéral pour l'extension du réseau des routes nationales
14.3268	Schweizer Arbeitskräfte und solche mit C-Bewilligung unterstützen. Bezugsprovision für Quellensteuererhebung abschaffen / Favorisons la main-d'oeuvre suisse et les permis C en supprimant la commission de la perception sur l'impôt à la source
14.3222	Steuergeldverschwendung unter Strafe stellen. Politiker in die Haftung nehmen / Rendre punissable le gaspillage des ressources fiscales. Appeler les politiques à leurs responsabilités
14.3211	Berücksichtigung übermässiger Vergütungen bei der steuerrechtlichen Behandlung von Verlustvorträgen / Traitement fiscal des reports de pertes. Prise en compte des rémunérations excessives
14.3203	Begrenzung der NFA-Einzahlungen durch eine Mindestgarantie an den Kantonsanteilen an der Bundessteuer / Limiter les paiements effectués au titre de la RPT à un pourcentage maximal des recettes de l'impôt fédéral direct perçues annuellement par chaque canton
14.3186	Steuerliche Konsequenzen übermässiger Entschädigungen und Boni bei Verlustvortrag / Conséquences fiscales du versement d'indemnités ou de bonus excessifs en cas de report de pertes
14.3182	Spracherwerb in der obligatorischen Schulzeit. Vorbeugen statt heilen. Mehr Ressourcen für den nationalen Zusammenhalt / Enseignement des langues dans la scolarité obligatoire. Augmenter les ressources pour renforcer la cohésion nationale
14.3176	Internationale Akzeptanz für die Unternehmensbesteuerung. Abschaffung von Artikel 28 Absätze 2 bis 4 des Steuerharmonisierungsgesetzes / Acceptation internationale de l'imposition des entreprises. Abroger l'article 28 alinéas 2 à 4 de la LHID
14.3173	Dickdarmkrebs. Systematische Früherkennung durch Darmspiegelung in der Schweiz / Pour un dépistage généralisé organisé par coloscopie du cancer du côlon en Suisse

14.3169	Begrenzung der NFA-Zahlungen durch eine Mindestgarantie an den Kantonsanteilen an der Bundessteuer / Limiter les paiements au titre de la RPT par une garantie minimale des quotes-parts cantonales à l'impôt fédéral
14.3152	National bedeutsame Strasseninfrastruktur. Gesamtschau der Erweiterung und Finanzierung / Pour une vision cohérente du développement et du financement des infrastructures routières d'importance nationale
14.3143	Strategie zur Förderung von zweisprachigen Schulen in den Landessprachen / Stratégie destinée à promouvoir les écoles dispensant un enseignement dans deux langues nationales
14.3138	Massnahmenkatalog für Kinder und Jugendliche, die länger als sechs Monate in den Nothilfestrukturen leben / Catalogue de mesures pour les enfants et les adolescents hébergés plus de six mois dans des foyers d'aide d'urgence
14.3133	Interkantonaler Finanzausgleich. Benachteiligung der Grenzkantone korrigieren / Péréquation financière intercantonale. Corriger la distorsion qui pénalise les cantons frontaliers
14.3076	Grenzgängerezustrom einschränken / Limiter l'afflux de frontaliers
14.3074	Aufenthaltsbewilligungen für EU-Bürger infolge von Arbeitsverträgen / Autorisations de séjour accordées aux citoyens de l'UE suite à des contrats de travail
14.3072	Keine Sozial- und Nothilfe für stellensuchende Einwanderer / Pas d'aide sociale ni d'aide d'urgence aux immigrés demandeurs d'emploi
14.3056	Die Schweiz muss helfen, Steueroasen auszutrocknen / Assécher le terreau qui nourrit les paradis fiscaux. La Suisse doit y contribuer
14.3049	Mammografie. Mehr Qualität und Diagnosesicherheit / Mammographies. Améliorer la qualité des examens et la sécurité du diagnostic